

ECRIT PERIODIQUE

Autorisation de fermeture
1000 Bruxelles 1
1-1/340

Imprimé à taxe réduite

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1000 BRUXELLES 1
1/1836

BUREAU DE DEPOT
BRUXELLES I

Echos du COTA

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU COTA asbl



*Cadres et outils de diagnostic :
De l'anal se à la communication*

N°94

Mars 2002



Le cota appartient
au groupement IDEeS

COLLECTIF D'ECHANGES POUR LA
TECHNOLOGIE APPROPRIEE asbl

issn 0773-5510

COTA asbl

ECHOS DU COTA est le trimestriel d'information du Collectif d'Echanges pour la Technologie Appropriée. Il suggère et analyse des alternatives technologiques et des savoir-faire pour susciter la réflexion, inspirer des expériences, lancer des débats, influencer des projets de développement.

Le COTA est une organisation non-gouvernementale de coopération au développement de service et d'éducation spécialisée dans les **technologies et les méthodologies du développement**, en particulier dans les domaines du développement participatif et de la coopération décentralisée.

Le COTA est reconnu par la Direction Générale de la Coopération Internationale (DGCI).

Le COTA est un outil offrant un ensemble de services d'appui technique et théorique (consultance, suivi, évaluation, etc.) à tout qui manifeste un intérêt pour le développement et les relations Nord/Sud ; une interface réflexive et évolutive qui étudie, informe et documente sur les méthodologies et les pratiques du développement.

Le COTA est membre du consortium IDEeS, d'ACODEV et du CNCD.

L'Assemblée Générale du COTA est composée de représentants d'ONG belges, d'experts indépendants ainsi que de représentants des milieux académiques belges.

L'équipe du COTA

Secrétaire Général
Colette Acheroy

Service Technique

Didier Beaufort, Stéphane Boulc'h, Guy Cloes,
Etienne Coyette, Sandra Descroix, Marc Totté

Centre de Documentation

Catherine Sluse, Frédéric Piron

Secrétariat

Rose Martinez, Zohra Achetouan

Abonnement ECHOS DU COTA

300 BEF ou 7,74 Euro
(1 an, soit 4 numéros)

Crédit Communal

068-2127048-59

Pour le paiement à l'étranger, ne pas envoyer de chèque, mais utiliser le mandat postal international ou le virement du compte à compte (frais à votre charge).

COTA asbl

Collectif d'échanges pour la Technologie Appropriée

rue de la Révolution, 7

B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél. 32-(0)2/218.18.96

Fax. 32-(0)2/233.14.95

Email : info@cota.be

Site Web : <http://www.cota.be>



Editorial

Concepts fétiches et gri-gri logiques

Nombre de responsables de projets, consultants, animateurs de terrain expriment le besoin de disposer de "fiches techniques" décrivant les outils de diagnostic disponibles et leur "mode d'emploi". Cette demande est légitime, mais on observe aujourd'hui une tendance à la normalisation/universalisation des outils et des méthodes qui contient un certain nombre de dangers. Car si la méthode doit permettre d'éviter l'arbitraire et l'indécis dans les actions de développement, il ne faudrait pas qu'elle nous empêche de "penser par nous-mêmes" comme dirait Edgar Morin. Or, le discours semble toujours plus porté sur le "comment faire" que sur le "pourquoi". Les nouveaux cadres de références des institutions internationales en matière de lutte contre la pauvreté, en particulier les rhétoriques de la participation et de la bonne gouvernance - malgré un sursaut de lucidité sur les raisons politiques des inégalités - participent plus de cette logique gestionnaire que d'une réelle volonté de questionner l'ordre des choses.

Au niveau du dialogue politique entre pouvoirs publics et ONG, les questions de professionnalisme, de renforcement de compétences, mobilisent des espaces de discussion de plus en plus important : cadre logique, évaluation, indicateurs, résultats deviennent des concepts fétiches pour l'administration.

Une des vocations du COTA a toujours été centrée sur la recherche méthodologique, mais dans une perspective large de recherche des conditions - sociales, économique-financières et cognitives - de leur appropriation. Il s'agissait plus de montrer que leur usage dépend beaucoup des logiques, des modèles de pensée (souvent trop peu explicites, voire inconscientes) et également des finalités (plus conscientes, mais souvent tout aussi peu transparentes) qui les sous-tendent. Il s'agit également de montrer l'importance d'une connaissance suffisante des sociétés où l'on est censé les utiliser et de rompre avec un discours qui ferait du technicien de ces outils de participation-communication la clef de la solution au délicat problème de l'adéquation entre la demande en "développement" et l'offre en "développement".

Ce que ce numéro tente d'exprimer avant tout, c'est l'importance de principes méthodologiques conviviaux et participatifs, dont la qualité se mesure à la faculté de pouvoir s'adapter aux différents contextes et besoin de diagnostic, à différents stades d'un projet ou d'un processus d'appui ; à la faculté qu'ils offrent de pouvoir être combinés à d'autres outils, à leur capacité de s'adapter aux évolutions techniques et idéologiques, à être améliorés et réappropriés, eu égard à la multiplicité des champs d'application qu'ils peuvent couvrir.

Sommaire

Des outils pour gérer et planifier, aux outils pour comprendre et négocier (Marc Totté)	3	La MARP. Points forts et points faibles (Idrissa Niandou)	22
Présentation de quelques outils	11	Chronique de livres	24
Carences et aléas du Cadre Logique (Des Gasper)	16	Formations Evénements	30
Pour une pratique rigoureuse des enquêtes participatives (Philippe Lavigne Delville)	19	On nous informe	33
		Offres d'emploi	35

Des outils pour gérer et planifier, aux outils pour comprendre et négocier

Marc Totté*

Je suis de plus en plus convaincu que les problèmes dont l'urgence nous accroche à l'actualité exigent que nous nous en arrachions pour les considérer en leur fond. Je suis de plus en plus convaincu que nos principes de connaissances occultent ce qu'il est désormais vital de connaître
Edgard Morin

La tendance actuelle à normaliser les outils et les méthodes d'appréhension des réalités des sociétés du Sud à des fins de programmation apparaît de plus en plus forte. Elle est pourtant en opposition flagrante avec l'évolution des conceptions du développement, de plus en plus systémiques et interactionnelles.

Des logiques de protection bureaucratique contraignent les acteurs à utiliser des modèles déterministes et positivistes classiques, ne permettant ni l'investissement dans une connaissance suffisante des problématiques, ni l'investissement dans la négociation inter-acteurs.

Des pistes sont présentées dans la suite pour explorer des cadre méthodologiques et des outils, basés sur un apprentissage et une réflexion conjoints, permettant d'assurer que les acteurs aient objectivement intérêt à participer aux actions de développement, se les approprient et identifient leur réussite à leur succès.

LE MODÈLE POSITIVISTE

Le modèle positiviste considère qu'il est possible de tout expliquer de manière scientifique et que la méconnaissance d'un processus est due soit à de mauvaises méthodes d'analyses, soit au fait que l'on ne possède pas toutes les données nécessaires à la compréhension. Il y a donc ceux qui ont raison et basent leurs convictions sur la logique rationnelle et des méthodes scientifiques d'analyse ; ceux qui se méprennent parce qu'ils sont victimes de leurs émotions ou de systèmes de pensée qui, dans le cas des sociétés pré-coloniales, ont parfois été qualifiés de "magico-religieux", totalement asservissants.

A l'opposé de ce modèle, on trouve le relativisme qui considère dans ses formes les plus extrêmes qu'il n'y a pas d'absolu, et que toute conviction est totalement dépendante du contexte social et culturel dans lequel le sujet évolue.

Raymond Boudon¹ renvoie dos à dos ces conceptions en montrant que le raisonnement "scientifique" commun ne procède souvent pas différemment de celui du paysan africain lorsque ce dernier se forge une opinion sur les "faiseurs de pluies". Chacun met communément en branle des mécanismes d'analyse très comparables (notamment de recherche de "l'information fréquentielle pertinente"²) qui lui donnent des "bonnes raisons" de croire en ce qu'il croit. Ce qui est en cause relève plutôt des mécanismes de validation utilisés pour tester et

confirmer les hypothèses. Boudon convient, bien entendu, d'une influence des systèmes de pensée propre à une société sous forme de "cadres d'a priori". Mais cette dépendance n'est jamais totale et la capacité de réflexion, de compréhension réciproque reste toujours présente.

D. Desjeux montre qu'un comportement social résulte d'un triple effet³ :

- 1- *Effet de structure* : les décisions (ou convictions) d'un acteur sont une construction sociale.
- 2- *Effet d'acteur* : les individus ou groupes possèdent une marge de liberté et des atouts mobilisables dans un système social plus ou moins contraignant.
- 3- *Effet de situation* : il y a une interaction entre effet de structure et effet d'acteur.

Positivismisme et relativisme restent cependant des courants puissants. Les logiques positivistes "jouent un grand rôle et occupent une grande place dans l'histoire des sciences sociales", et demeurent très actuelles dans "les pratiques"⁴. Le relativisme, quant à lui, devient un courant de plus en plus puissant du post-modernisme dans les sciences sociales.

Dans le monde des praticiens du développement, les tenants des "Yaka" l'emportent sur les relativistes. Les critiques d'une certaine "culture développementaliste" restent marginales⁵.

* COTA.

1 BOUDON R. 1999 *Le juste et le vrai*, Paris, Fayard ; voir aussi BOUDON R. 1990 *L'art de se persuader des idées fausses, fragiles ou douteuses*, Paris, Fayard ; BOUDON 1986 *L'idéologie ou l'origine des idées reçues*, Paris, Fayard

2 C'est-à-dire le nombre de fois que l'on entend parler d'un phénomène dans notre entourage ou que l'on en fait l'expérience et qui au fil du temps prend valeur de certitude sans qu'il n'y ait de processus de validation

3 DESJEUX D. (et TAPONIER S.), 1991 *Le sens de l'autre - Stratégies, réseaux et cultures en situation interculturelles* Coll. Logiques sociales, L'Harmattan, 1991.

4 BOUDON 1984 *La place du désordre*, Paris, P.U.F.

5 FAUGERE E., 2000 *Regards sur la culture développementaliste : représentation et effets non intentionnels*, GRET document scientifique n°20, 2000.

LE MODÈLE DÉTERMINISTE ET MÉCANISTE DE CONCEPTION DES " PROBLÈMES "

Le déterminisme (ou causalisme), est une conception philosophique selon laquelle les phénomènes physiques, les actes humains, sont le reflet de rapports de cause à effet. Le caractère linéaire de ce type de raisonnement (une ou plusieurs cause(s) conduisant à un effet) est constamment contredit par la réalité. "Nous observons tous les jours que les mêmes causes n'entraînent pas toujours les mêmes effets" ⁶. Les causes peuvent être conçues comme des effets, selon le point de vue qu'on adopte ; réciproquement, les effets peuvent devenir causes de nouveaux problèmes voire des mêmes problèmes (boucles de rétro-action des modèles systémiques). La relation n'est jamais purement biunivoque. Elle met en présence de nombreuses variables dont l'importance relative des unes par rapport aux autres n'est pas toujours facile à mesurer. Certains effets n'ont pas de cause : les rôles du hasard et du chaos sont apparus récemment dans les sciences naturelles, mais ont tout de même conduit, depuis la relativité d'Einstein, à "La fin des certitudes" ⁷ sinon à de "Nouvelles alliances" ⁸. Malheureusement, si ces thèses, dont les domaines de validité sont bien circonscrits aux sciences " exactes ", ont parfois eu, en sciences sociales, un effet extrême en alimentant un relativisme absolu, il ne semble pas qu'elles aient infléchi dans les pratiques du développement la tendance à simplifier la réalité. Fondamentalement ce sont nos mécanismes de production de connaissance, nos cadres cognitifs, qui sont en cause : d'une part les cadres de pensée, ces modèles simplificateurs dont il est question ici ; d'autre part, les mécanismes de validation expérimentale des hypothèses qui sont insuffisants, voire inexistantes.

Le modèle déterministe présente donc surtout un intérêt pédagogique, pour susciter la réflexion, mais il peut conduire à des convictions fausses ou partielles sur des problèmes complexes. C'est dans sa transposition aux organisations humaines que le déterminisme montre surtout son caractère mécaniste et réducteur. "Le modèle mécaniste (...) conçoit les organisations comme des machines (...) asservies à la volonté de leurs dirigeants, dans lesquelles les individus sont des agents. Le pouvoir est lié à l'autorité (...). Parmi les méthodes et techniques identifiables, il existe toujours une "One Best Way" supérieure à toutes les autres et identifiable à l'aide d'études scientifiques



"C'est dans sa transposition aux organisations humaines que le déterminisme montre surtout son caractère mécaniste et réducteur" (Photo : COTA)

du travail. L'encadrement réfléchi et l'ouvrier exécute. Une gestion scientifique et rationnelle garantit une efficacité maximale de l'organisation" ⁹.

Ce précepte mécaniste, transposé à la gestion de projet, pré-suppose qu'il est non seulement possible de déterminer, *a priori* (à travers des études "scientifiques"), les actions à promouvoir et les meilleures manières de les mettre en œuvre, mais aussi d'identifier le "One Best Way".

"Nous vivons toujours selon (...) l'illusion qu'on peut séparer les moyens et les fins et que les techniciens peuvent déterminer le seul meilleur moyen une fois qu'une fin a été clairement fixée (...). Ce raisonnement (...) est un raisonnement pauvre (...) de plus en plus paralysant (...) parce qu'il ne rend compte que d'une partie de la réalité (...) à côté de la démarche "décomposante" et hiérarchique impliquant une causalité simple, [on devrait] développer une démarche plus globale prenant en compte les ensembles fins/moyens et leurs interrelations. (...) La notion de système devient la notion clé de ce nouveau mode de raisonnement, qui peut être source d'un renouvellement total de la pensée" ¹⁰.

L'expérience et les théories scientifiques montrent l'importance du hasard dans les phénomènes physiques et les phénomènes sociaux. Si l'évolution des idées en matière de développement insiste de plus en plus sur le caractère largement indéterminé des processus de changements, les logiques bureaucratiques pèsent encore sur les modes de pensées en faveur de modèles classiques, plus rassurants car mieux gérables.

La méthode PIPO (Planification Indicative Par Objectifs) est totalement inspirée de cette conception déterministe. La hiérarchisation des problèmes en causes et effets dans l'arbre à problèmes (un effet en final et différentes causes en "origine") et sa traduction en arbre à objectifs, fondent toute la construction du cadre logique. Le caractère purement pédagogique est donc largement dépassé. Par exemple, un problème tel que l'érosion des terres pourrait classiquement être schématisé comme dans la **figure 1**. Selon cette conception, il suffirait d'intervenir au niveau des causes pour qu'un cercle vertueux s'installe. On concevra donc des barrages pour antici-

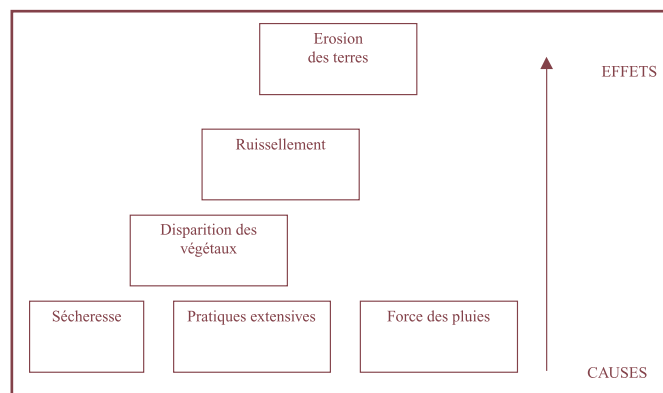


Figure 1

- 6 LEMOIGNE J-L., 1977 La théorie du système général. Théorie de la modélisation, PUF.
- 7 PRIGOGINE Ilya 1996 La fin des certitudes, Odile Jacob Sciences,
- 8 PRIGOGINE et STENGERS 1986 La nouvelle alliance, Métamorphose de la science, (2e éd.), Paris, Gallimard,
- 9 MINTZBERG cité par PORNON (PORNON 1998 Systèmes d'information géographiques, pouvoirs et organisations L'Harmattan).
- 10 CROZIER M., FRIEDBERG E. 1977 L'acteur et le système Coll. Essais, Ed. du Seuil



“On concevra donc des barrages pour anticiper les effets de la sécheresse...”
(Photo : COTA)

per les effets de la sécheresse, des digues et diguettes sur les versants pour freiner le ruissellement et des reboisements dans les champs. Ceci sans tenir compte du fait que la lutte pour la restauration de l’environnement est loin d’être une priorité pour les populations pour toute une série de raisons que d’autres modèles permettent de mieux appréhender comme on tente de le démontrer ci-dessous.

LE MODÈLE SYSTÉMIQUE

Ce modèle cherche à comprendre les processus et leur fonctionnement à travers les interactions entre différentes variables. Il se distingue des modèles “holistiques” par le fait qu’il ne considère pas que “tout est dans tout”, mais qu’un certain nombre de variables clefs influent sur le fonctionnement du processus concerné. Il y a toutefois deux types de modèles principaux : ceux issus de la cybernétique classique (surtout utilisés dans les modèles physiques) qui gardent un certain caractère déterministe ; les modèles issus des sciences sociales (anthropologie et sciences politiques) et des sciences de la vie (neuropsychologie cognitive). Dans ce dernier cas, une des représentations les plus communes est celle proposée par J-L. Le Moigne ¹¹. Celui-ci intègre le structuralisme et la modélisation cybernétique : la structure reste centrale, mais est influencée autant par l’environnement général (politique, économique, culturel) que par les finalités (les “politiques” et aussi les motivations - la dimension téléologique).

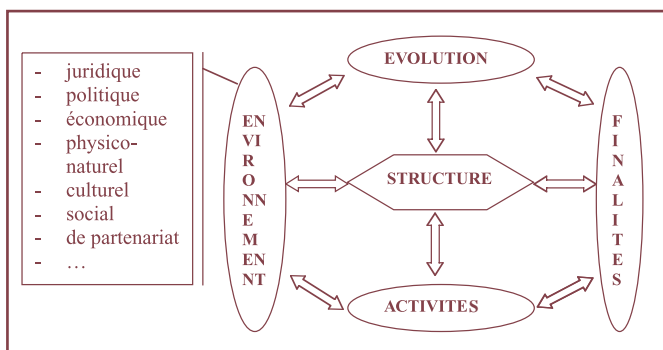


Figure 2

Adaptée aux processus érosifs présentés plus haut, cette représentation (Figure 2) introduit le fait que l’environnement général est caractérisé par : de fortes pressions démographiques, une déliquescence des rapports sociaux au sein des sociétés, une forte tension entre des normes traditionnelles et des normes modernes (en particulier dans le foncier). L’évolution générale va dans le sens d’une simplification des pratiques agricoles et d’une extension de la superficie et du nombre de champs (pour gérer le risque lié, notamment, au caractère aléatoire des pluies dans l’espace et le temps). La structure de l’exploitation (ex : la proportion des personnes actives dans “l’exploitation”, le niveau d’équipement, le rapport entre champs empruntés et champs appropriés ou sécurisés, etc.) s’en ressent dans la mesure où les familles, pour diversifier les risques, dispersent de plus en plus leurs champs et, qu’en même temps, la structure familiale est réduite au noyau nucléaire. La force active devient dépendante de l’évolution démographique de cette cellule. En conséquence, les activités ne peuvent qu’être de moins en moins élaborées et intensives ; les finalités (ou logiques paysannes : gérer les risques, maximiser le revenu du travail plutôt que d’augmenter les rendements par l’intensification) vont se traduire par une “fuite en avant” dans l’extensif pour essayer de conquérir avant les autres les terres restées vierges. Chaque élément se renforçant mutuellement et conduisant à la dégradation du système agropastoral et aux phénomènes d’érosion.

Cependant, dans ce cadre, on reconnaît que les activités de Conservation des Eaux et des Sols (CES) seront d’autant mieux appropriées qu’elles permettent de conquérir ou de reconquérir des terres abandonnées avant d’autres (d’autant par exemple que les terres dégradées ne faisaient pas l’objet d’une appropriation aussi forte que les terres de bas-fond). Ce n’est donc pas tant la restauration du milieu physique qui importe ici pour le paysan que le fait de pouvoir garantir un patrimoine foncier suffisant. Et si certaines pratiques vont dans le sens d’une intensification, c’est davantage par la force des choses, étant donné l’importance du travail que cela représente, et moins par un changement de stratégies, car les autres champs peuvent rester “extensifs”. Les logiques paysannes entrent ici presque par hasard en convergence avec celles des “développeurs”. Les solutions apparaissent donc moins évidentes et les logiques d’acteurs, les motivations, prennent une dimension plus fondamentale.

Ce type de modèle a cependant le défaut de forcer une certaine rationalité des choses. Mais il joue bien en cela son rôle de “modèle” (et non de théorie) à confronter en permanence avec les réalités.

LE MODÈLE INTERACTIONNEL OU INTER-RELATIONNEL

Ce modèle est une variante du modèle systémique. Il postule que le changement, de même que les valeurs, sont définis dans le temps et l’espace par des systèmes d’interactions concrets. La compréhension des phénomènes passe par celle des différentes “mécaniques” d’interaction. Chez des auteurs comme Morin ¹², le concept d’organisation précise et renforce celui de système, et dans le contexte des organisations humaines en particulier,

¹¹ Op. cit.

¹² MORIN Edgar 1977 La méthode 1. La nature de la nature Coll. Essais, Ed. du Seuil

l'accent est mis sur les notions d' "inter-relations", conçues comme une des formes d'interactions. Les logiques d'acteurs dominant. Il ne s'agit plus d'essayer de trouver "l'ordre caché des choses" ou les "lois" objectives qui seraient cause du non-développement, mais de considérer que les acteurs ont leur propre logique (pas forcément "rationnelle" ou dont la "rationalité" ne répond pas aux mêmes critères) et leurs propres intérêts. Ce modèle, beaucoup plus dynamique que les précédents, postule que les changements sont le produit d'interactions entre des "acteurs" et donc le produit de rapports de force.



«... la communauté n'est pas conçue de manière monolithique» (Photo : COTA)

Les notions de "liens d'allégeance" et de "dépendance" entre acteurs, "d'arènes", de "conflits", d'"intérêts divergents", "d'antagonismes" sont au centre de ces analyses. On se place d'emblée dans un contexte où la communauté n'est pas conçue de manière monolithique, facilement maîtrisable par l'intervention, mais comme un ensemble de groupes ("grappes" ou "clans") aux intérêts parfois antagonistes. Mais que ce "désordre" apparent est constitutif de l'organisation. Les "outils" utilisés dans le cadre d'une analyse des rapports de force recherchent moins le consensus (à l'instar de la MARP ou de la PIPO), qu'une compréhension fine des logiques, une clarification des enjeux et une identification des principaux leviers sur lesquels jouer pour améliorer les situations.

POUR UNE SYNTHÈSE DES APPROCHES D'ANALYSE DES PHÉNOMÈNES COMPLEXES

Des jeux relève quatre types d'approche largement complémentaires¹³ :

- L'approche système qui aide à mieux penser les relations, de manière cyclique plutôt que linéaire, entre acteurs sociaux en regard d'un certain nombre de déterminants analysés de manière relative, selon les situations rencontrées.
- L'approche stratégique dont l'avantage est de faire ressortir les rationalités cachées ou implicites selon les intérêts de l'acteur et les rapports de force internes à la société (ou l'organisation).
- L'approche réseaux qui élucide l'organisation, la communication, et donc l'apprentissage culturel, dans un village, un projet de développement, une administration, etc.

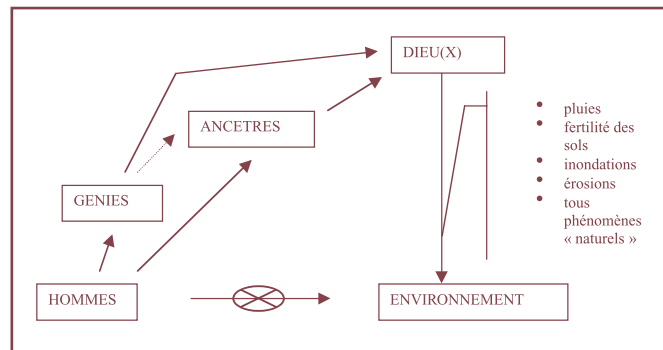


Figure 3

- L'approche culturelle qui renvoie aux notions de modèle de résolution des problèmes et de ré-interprétation (culture institutionnelle, culture de "genre", autant que culture "ethnique" ou de nationalité)

La figure 3, en rapport avec notre exemple sur les processus érosifs, montre combien les modèles déterministes sont loin d'être partagés par d'autres sociétés. Il est reconnu que les civilisations chinoises et africaines conçoivent plus les phénomènes physiques ou humains en termes de complémentarité que de relations causales : leurs cadres procèdent d'une pensée plus globale que la nôtre. Dans beaucoup de cultures, la relation entre l'environnement et l'homme est médiatisée par les ancêtres, les esprits, le ou le(s) Dieu(x), mais n'est que rarement directe. La lutte pour la restauration de l'environnement est bien souvent éloignée des préoccupations immédiates des populations parce que les relations de causalité ne sont pas envisagées de la même manière.

DES MÉTHODES PARTICIPATIVES UTILISÉES POUR ACCRÉDITER DES IDÉES DÉTERMINISTES ?

Un important projet d'une ONG belge, de type projet intégré à dimension régionale, va effectuer pendant 8 mois des enquêtes diagnostic avec des outils MARP (Méthode Assistée de Recherche Participative). La MARP est présentée par les responsables du projet comme une technique particulièrement intéressante pour échanger avec les populations sur leurs conditions de vie et de travail dans la région. Les travaux sont menés de manière assez systématique dans presque tous les villages des zones retenues par le projet. Ils doivent autant servir à sélectionner les villagescibles en fonction de critères objectifs qu'à déterminer les actions prioritaires à conduire pour les années à venir. Le second type d'outil utilisé durant cette phase est la méthode PIPO.

Notre passage dans ce projet près d'un an et demi après cette phase d'identification, nous a permis d'établir les constats suivants :

- il est difficile de trouver trace dans les villages, des réflexions conduites durant la phase de diagnostic. Il n'y a aucune trace écrite (plans de terroir, cahier, fiches) et les villageois rencontrés ne parviennent pas à être un tant soit peu précis sur ce qui a été discuté, ce que ces techniques leur ont apporté ;

13 Op. cit.

- au niveau du projet, les résultats sont collectés dans d'énormes classeurs rangés au statut d'archives ;
- l'identification des objectifs, après celle des "problèmes", ne s'est plus faite avec les populations mais en bureau. Les "arbres" d'objectifs, caractéristiques de la méthode PIPO, laissent apparaître des choix stratégiques peu justifiés, sinon par des contraintes de moyens ;
- la mise en œuvre des actions ne procède plus d'une démarche participative. Les modalités de participation (notamment financières) des populations ne sont plus négociées, et sont dans certains cas, imposées ;
- une partie de l'équipe regrette les "bonnes vieilles" études monographiques à caractère socio-économique.

Les discussions avec le chef ayant coordonné cette phase du projet montrent sa forte personnalité, son charisme et ses grandes capacités de proposition par rapport aux situations locales. Ses capacités impressionnent son équipe et ses partenaires. La suite de l'évaluation montre cependant un décalage important entre certains choix réalisés par le projet et les volontés des paysans de la région. Un objectif du projet est de remplacer, en raison de la perte de fertilité qu'elle occasionne, l'arachide cultivée dans la région par des variétés hâtives de niébé. Nos entretiens menés dans divers villages attestent cependant que très peu de paysans sont prêts à abandonner la culture de l'arachide.

On se trouve face à deux logiques : du côté du projet, une logique déterministe et positiviste qui pense avoir trouvé la solution technique aux problèmes de la région et cherche à convaincre ; de l'autre côté, la logique des agriculteurs (et en particulier des femmes) qui veut diversifier les risques et se justifie par une 50 années de culture de l'arachide durant lesquelles se sont petit à petit forgés des savoirs-faire et des technologies de valorisation de cette culture : galettes d'arachides pour les animaux, utilisation des fânes, etc.

Dans beaucoup de cas, les intervenants pensent déjà détenir les solutions. Les outils participatifs ne sont que des prétextes pour tenter de justifier leurs propositions ¹⁴.

Le pire dans cette histoire est que les modalités de culture de l'arachide, pourtant reconnues responsables de la crise agricole du Sénégal (l'utilisation d'engrais chimiques sans apports organiques, la monoculture) loin d'être remises en cause, sont défendues par l'ONG et reproduites pour la culture "alternative" de niébé.

DES FORMATIONS PARTICIPATIVES POUR VULGARISER ?

Une ONG d'agriculteurs du Nord intervient en Afrique sahélienne dans le domaine du maraîchage. Depuis plus de dix ans, des paysans européens viennent apprendre aux paysans burkinabés comment développer des activités maraîchères. Depuis plus de dix ans, les mêmes problèmes reviennent : difficultés à faire passer l'utilisation des tuteurs pour la culture des tomates, à systématiser l'utilisation de matière organique dans les champs, à faire passer la nécessité d'intensification des cultures, etc.

Pour les agriculteurs français, les solutions trouvées à ces problèmes passent par l'utilisation de méthodes et d'outils participatifs de formation qu'ils découvrent sur le tard : responsabilisation d'un formateur local qui enseigne en langue locale,

formation sur le terrain (en champs), utilisation de figurines GRAAP. Aucun rapport ou entretien n'atteste d'une réflexion sur les logiques qui freinent le paysan dans l'appropriation de ces nouvelles techniques. Or, les entretiens avec les paysans burkinabés permettent de comprendre que leurs pratiques procèdent d'une rationalité cohérente avec leur contexte économique et social :

- la culture sans tuteur de la tomate permet d'obtenir des résultats importants pour des investissements faibles en travail. Sachant que les marchés locaux sont saturés en tomate et que les équipements de stockage adaptés sont hors de portée (chambre frigorifique), même si 75% sont perdus par les insectes et par l'humidité du sol, cela n'a pas grande influence sur les budgets : 25% de réussite peuvent parfois suffire ;
- le coût d'opportunité pour réaliser des fosses fumières ou compostières est trop élevé par rapport aux autres travaux nécessaires, à la disponibilité en main d'œuvre en zone péri-urbaine et l'accès aux fertilisants chimiques est bien plus aisé ;
- même lorsque la terre devient facteur limitant, la logique reste extensive dans la mesure où la stratégie consiste à occuper les terres ou à en prendre possession avant les autres, en l'absence de règles foncières mieux adaptées aux nouvelles contraintes démographiques et socio-culturelles (catégories de plus en plus nombreuses et différentes d'utilisateurs du milieu : éleveurs sédentarisés, autochtones, migrants anciens, migrants récents,...). Les parcelles seront donc agrandies chaque fois que la marge de manœuvre de l'agriculteur le lui permet ; sa logique est de maintenir un niveau de production au moins équivalent au lieu de rechercher l'amélioration des rendements,...

Les outils participatifs n'ont jamais servi à essayer de véritablement entrer dans la logique de l'agriculteur, probablement parce que les opérateurs ne pouvaient concevoir que l'on puisse penser autrement. Les outils ont donc été utilisés, en toute bonne foi, pour essayer de faire passer une innovation.

Ces exemples sont relatifs au dialogue entre gens du Nord et gens du Sud. Mais à l'intérieur de chacune de ces "cultures" les problèmes apparaissent de même nature : les outils et méthodes sont supposés résoudre les problèmes de 'management', mais peu de gens tentent de comprendre les logiques de "l'autre", les contraintes que cet "autre" rencontre et en définitive les "politiques" qui déterminent ou conditionnent les stratégies.

CONSÉQUENCES SUR LA GESTION DU CYCLE DE PROJET ET LE CADRE LOGIQUE

Le mode de pensée dominant - déterministe, mécaniste - conduit à limiter dangereusement l'utilité d'outils d'analyse tels que le suivi-évaluation et le cadre logique pour la gestion du cycle de projet.

Le cadre logique devrait avoir en principe pour vocation essentielle de faire réfléchir les acteurs sur le contenu et les modalités

¹⁴ Ce constat rejoint d'ailleurs le bilan général tiré par NAUDET J.D. Vingt ans d'aide au Sahel - Trouver des problèmes aux solutions. OECD/Club du Sahel, 1999.

tés de leurs actions à travers un certain nombre d'instruments : critères, indicateurs objectivement vérifiables, articulation entre objectifs et moyens, hypothèses (risques). Certains considèrent que dans la pratique, il se restreint le plus souvent à un exercice quasi liturgique obligatoire pour l'obtention des financements du côté des ONG, et de l'autre, à un outil de contrôle pour l'administration¹⁵. La Gestion du Cycle de Projet est dépendante du cadre logique. Celui-ci est censé assurer le caractère intégré du cycle, de l'identification à l'évaluation en passant par la mise en œuvre. S'il facilite une synthèse et une appréciation rapide des informations recueillies par le projet, il ne garantit aucunement la réflexion et l'apprentissage conjoint des acteurs sur les actions. Au contraire, il semble bien que les représentations simplifiées qu'il propose, sont malheureusement trop souvent considérées comme des images complètes.

Peu de programmes valorisent judicieusement ce type d'outils et l'on observe plutôt un décalage grandissant entre l'expression des besoins par les populations et la formulation en demande de financement. L'orthodoxie avec laquelle l'outil est recommandé par les administrations publiques oblige un certain nombre d'ONG à payer des professionnels exclusivement pour cette tâche de formulation en cadre logique. Or, si ces derniers maîtrisent la logique et le langage de l'outil, ils ne connaissent pas forcément suffisamment les phénomènes concernés par le projet pour éviter les simplifications abusives. Le manque de fonds ou de culture de l'identification concertée¹⁶, conduit à ce que cet exercice soit généralement effectué en l'absence des principaux intéressés. Dans bien des cas, également, on constate que le cadre oriente la définition des objectifs en contraignant les utilisateurs à adopter un langage spécifique. Il n'est pas rare qu'un gestionnaire de projet, interrogé sur la formulation d'un objectif ou d'un résultat attendu, justifie son choix par l'obligation langagière du cadre, et, avoue une conception sensiblement différente de sa formulation.

Il semble également que l'on se soit peu penché sur le fait que l'arbre à problèmes, qui fonde une grande partie de la construction du cadre logique, définisse de manière quasi incontournable le choix des objectifs à partir des "effets" des problèmes, plutôt qu'à partir des "causes". Ces dernières devant des moyens.

Au-delà d'une mauvaise pratique, n'est-ce pas l'esprit même du cadre logique qui doit être questionné ? Fonctionnant par "objectifs" plutôt que par "hypothèses", il ne favorise pas nécessairement, par "nature", une mise en processus de la réflexion sur l'action, mais garde tous les travers de la logique projet : chercher des problèmes aux solutions, une mécanique de standardisation, anticiper plutôt qu'expérimenter, segmenter les interventions dans le temps et dans l'espace, une gestion par les résultats de transfert plus que par l'impact, etc.

S'il s'agit d'une amélioration par rapport à l'ancienne logique de gestion par les dépenses, la gestion par les résultats "laisse à l'identique la dés-orientation au risque car le système d'évaluation repose toujours sur l'appréciation de performances individuelles et non collectives"¹⁷. Si une gestion par l'impact pose le problème de la responsabilisation des gestionnaires par rapport à des résultats dont ils n'ont pas la maîtrise, *la solution ne se trouve certainement pas dans une recherche de "protection par la bureaucratie", comme c'est le cas actuellement, mais plutôt dans une collectivisation des responsabilités.*

LE SUIVI-ÉVALUATION

De notre point de vue, le suivi comme l'évaluation doivent être considérés comme des moments importants de réflexion conjointe dans la vie d'un projet ou plus largement d'un partenariat. Les différences portent simplement sur des aspects de fréquence, de nature de l'information, mais au fond il est partiellement faux de croire que "le suivi est action, l'évaluation est réflexion". De même qu'il est réducteur de croire que si le suivi est interne, l'évaluation est externe. L'enjeu essentiel du suivi comme de l'évaluation devrait être de faire en sorte de responsabiliser le plus possible les principaux intéressés (acteurs de première ligne et bénéficiaires) par rapport à l'intervention de manière à ce qu'ils s'approprient complètement des objectifs, activités, indicateurs des actions et qu'ils "s'autonomisent", qu'ils puissent disposer de l'ensemble des conditions et capacités pour réinventer l'activité, l'organisation, le projet ou encore la petite entreprise.

L'intérêt d'un dispositif de suivi-évaluation va étroitement dépendre de la logique avec laquelle il est conçu. Cette influence s'exercera sur la nature des informations recherchées autant que sur les modalités de participation des premiers concernés et de responsabilisation aux résultats/impacts (cf. Tableau 1).

Le tableau 1 schématise ces relations. L'impact est considéré ici de manière souple et est relatif à tous les changements subjectivement importants. La différence avec l'acception classique de l'impact est de taille. Il s'agit non plus de considérer les objectifs globaux ou effets à long terme du cadre logique (lesquels ne sont pas identifiables avant un certain temps), mais tous les changements dans les façons dont les différents groupes perçoivent le projet, s'y investissent et modifient le cas échéant leurs façons de collaborer, de travailler en commun (en positif comme en négatif).

Dans le cadre d'un projet évalué au Sénégal, nous avons observé qu'il était reproché à une ONG locale de ne pas avoir joué son rôle d'appui-accompagnement à une association de femmes sur les aspects liés à la promotion du fonio, mais au contraire d'en avoir profité, à travers le projet, pour monter une opération de petit crédit avec ces mêmes femmes. Les femmes accordaient bien sûr plus d'importance au crédit, mais l'ONG du Nord considérait avoir été trompée par rapport à ce qui avait été prévu. On était là dans une logique de contrôle strict des attendus du projet plus que d'analyse des impacts connexes.

VERS DES OUTILS DE COMPRÉHENSION ET DE NÉGOCIATION ?

Si on convient que le développement n'est pas chose aisée, si l'on convient que peu de choses sont déterminables par avance et que les nombreux, quasi systématiques effets contre-intuitifs, voire pervers ne sont identifiables qu'en cours d'action, un premier enseignement qu'il conviendrait de tirer serait que les outils et méthodes ne soient surtout utiles

15 Voir l'article "Carences et aléas du Cadre logique", dans ce même numéro.
16 Voir TOTTE M, GOITA M. 2001 De l'évaluation à l'identification concertée. Contraintes théoriques et pratiques d'un exercice d'identification auprès d'organisations paysannes Echos du COTA n° 93, décembre 2001.
17 NAUDET J. Op. cit.

	Type d'informations	Modalités
Logique de contrôle	<p>Suivre et évaluer au quotidien les intrants du projet : les achats, les dépenses, les investissements réalisés (en qualité comme en quantité et selon les délais) ; les formations fournies (nombre, adéquation aux besoins, ...)</p> <p>Suivre et évaluer les activités : les gens font-ils ce qu'ils sont chargés de faire ?</p> <p>Suivre et évaluer les résultats du projet par rapport aux objectifs : par exemple, est-ce que les objectifs de renforcement de capacités des acteurs sont bien atteints ? De même que les objectifs de viabilisation d'un dispositif d'épargne-crédit ? Ou d'autonomisation d'une action ou d'une structure projet ? Les résultats inattendus sont investigués également.</p>	<p>Dans cette logique la responsabilité du suivi est attribuée à une personne (généralement le chef de projet). La participation des bénéficiaires est purement de «consultation».</p> <p>L'évaluation (qu'elle soit externe ou interne) ne favorise pas une participation aux objectifs et modalités de l'évaluation.</p>
Logique de responsabilisation conjointe	<p>Idem ci-dessus +</p> <p>Suivre et évaluer surtout les impacts des actions : Quels impacts socio-culturels, environnementaux, voire politiques, peuvent être attribués à l'action ? Quelles répercussions peut-on observer au niveau du village, de la région, de la société dans son ensemble ?</p>	<p>Dans cette logique, un comité ou une cellule de suivi composé(e) de représentants des partenaires (bénéficiaires directs et acteurs) est mis(e) en place. Ce groupe définit avec l'équipe de projet les critères, indicateurs, modalités du suivi et prend les décisions qui s'imposent.</p>

Tableau 1

et utilisés que comme "facilitateurs" de la réflexion, de la compréhension et de la responsabilisation conjointe aux différents niveaux d'intervention. Mais cela n'est toujours pas suffisant et comporte le risque d'accorder un rôle exclusif aux techniciens des méthodes de communication/participation. Les outils ne peuvent s'affranchir d'une connaissance suffisante des réalités des sociétés sur lesquelles elles souhaitent intervenir. Les exemples présentés dans cet article montrent combien la difficulté à entrer dans les logiques de "l'autre" limite la portée des interventions et des outils, aussi participatifs

soient-ils. Les techniques de communication ne suffisent pas. Une connaissance suffisante des sociétés concernées est indispensable, mais pas nécessairement de manière détaillée et spécifique. Il s'agit plus d'avoir une idée de la façon dont les liens dialectiques peuvent se poser entre, par exemple pour le milieu rural, "société - techniques - économie" et "milieux". Il faut pouvoir re-questionner ces liens dans chacun des contextes où l'on intervient (aux différentes échelles qui conditionnent l'intervention : de "l'exploitation" ou la "famille", à la "petite région agro-écologique", en passant par le "terroir villageois").

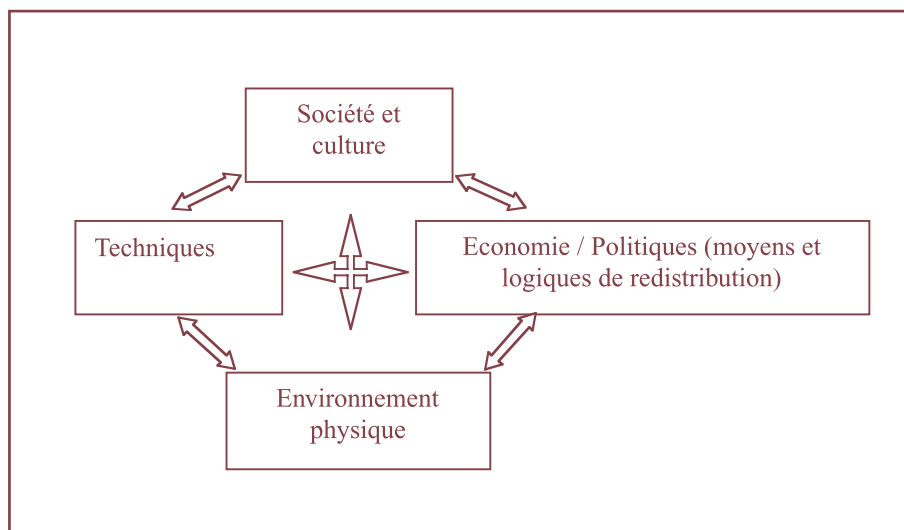


Figure 4

Une fois ces liens dialectiques connus, on peut supposer que les outils pourront efficacement être valorisés pour donner un sens précis aux questions que l'on se pose, pour contextualiser les relations et permettre à la fois un apprentissage sur les différentes situations et un partage de connaissances. Sans cette appréhension minimale des liens possibles, les outils ne se révéleront d'aucune utilité.

Reste encore à utiliser ces éléments de compréhension pour faciliter la négociation entre partenaires, entre acteurs et bénéficiaires. Entre la connaissance et la décision, il y a le jeu des acteurs, les rapports de force, les intérêts, les "histoires" qui toujours s'interposent. A cet égard, l'importance accordée aux outils contribue également à déformer le rôle de la négociation et à accorder une importance décisive aux "techniciens", "spécialistes" de la recherche de

Une étude menée dans l'Arinbinda au Burkina Faso montre qu'il a fallu une trentaine d'années pour que deux sociétés – anciens "nobles" et "anciens captifs" – se partagent leur environnement et adoptent de nouvelles techniques et outils en relation avec leur "statut" :

Les nobles ont investi les terres de haut de paysage, sableuses, et utilisent l'*l'iler* (sorte de houe à très long manche) qui ne nécessite pas de se courber et peut être utilisé sur ce type de sols; les anciens esclaves ont colonisé les terres lourdes de bas-fond et utilisent la *daba* (houe à manche courte).

GUILLAUD D., "L'emprunt technique dans l'agriculture de l'Arinbinda, Burkina Faso" dans DUPRE G. "Savoirs paysans et développement", Ed. ORSTOM-KARTHALA, 1991, p. 347-351



"... faciliter la négociation entre les partenaires, entre acteurs et bénéficiaires". (Photo : COTA)

financement. L'ingénierie sociale a aujourd'hui le vent en poupe ; elle se traduit par un intérêt fort pour les outils et méthodes (dont notamment les NTIC). Mais, comme le disent Lilin et Alii, ceux-ci permettent de remplacer encore un peu plus le travail sur le "réel" par la manipulation de "réalités"¹⁸. Le rôle des aménageurs, par exemple, a considérablement évolué dans nos pays d'un rôle de négociateur en prise avec les réalités et les réseaux locaux, à celui de spécialiste du financement et des techniques de planification informatiques. "Dans les pays du Sud cette phase de maturation d'un projet disparaît souvent au profit d'une démarche "rationnelle" et linéaire. Une

fois acquis le principe de financement de l'action, les négociations emboîtées sont remplacées par les seules études techniques. La réalité sociale est perçue comme transparente et maîtrisable. L'absence de relais locaux ou leurs faiblesses conduisent à limiter la phase de négociation. On passe ainsi du temps long et difficile à maîtriser de la maturation d'un projet au temps court des études de définition"¹⁹.

On atteint ici la limite des outils et méthodes : la négociation et la responsabilisation aux résultats (en termes de changements sociétaux) impliquent une insertion réelle de "l'acteur" dans la société.

18 LILIN Ch. et MENAHEM-LILIN C. 2001 Pour une lecture collective des paysages IRIS.

19 Ibid.

Présentation de quelques outils

LES OUTILS DE DIAGNOSTIC DE LA MARP

(Méthode Accélérée de Recherche Participative)

Divers outils apparaissent utiles pour faciliter la collecte des informations dans le cadre d'un diagnostic socio-institutionnel. Ils doivent, dans l'idéal, être utilisés de manière complémentaire. Les fiches ci-dessous résument quelque uns des principaux outils fréquemment utilisés. Le lecteur se référera à la documentation spécialisée présentée en fin de numéro pour plus d'informations.

La carte des ressources

C'est non seulement une représentation des ressources et des usages du terroir villageois (ou du quartier) tels que les habitants la conçoivent, mais également des différents acteurs ou institutions (tout groupe d'acteurs susceptible d'assurer des fonctions d'intérêt collectif).

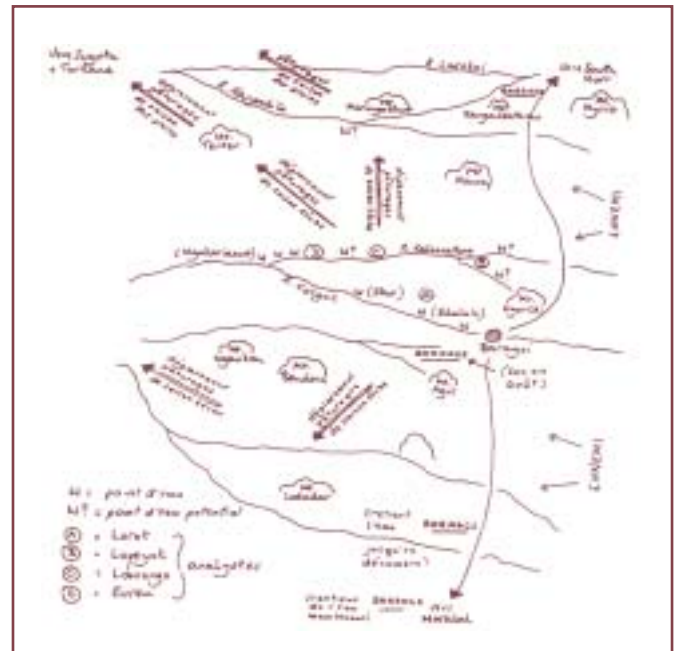
D'où vient -il ? MARP

A quoi sert-il ? Très souvent utilisé pour faciliter une première entrée en contact avec la population d'un village de manière un peu ludique, il doit servir de support à la discussion sur les besoins et les potentialités du terroir.

Ce que l'on peut en faire : de la simple prise de contact au diagnostic plus approfondi du terroir, beaucoup de pratiques de cet outil sont observées dans les projets quels qu'ils soient (pas seulement agronomiques). Associée à un positionnement des différents acteurs sur le terroir, la carte des ressources devient très utile pour discuter des conditions d'accès aux ressources les plus indispensables (eau, sols fertiles en milieu rural ; nature et importance des services en milieu urbain)

Intérêt : Disposer d'un support à l'analyse des relations entre les différents groupes utilisateurs du milieu et de leur environnement.

Limites : ne permet pas d'avoir une appréciation précise et détaillée des potentialités et des contraintes en l'absence de supports plus précis (photo, image satellite) et donc de "mesurer". L'appréciation reste donc plus difficile à objectiver.



Le sociogramme (Origine : ENDA-GRAF 10/1989)

D'où vient-il ? Développé par ENDA-GRAF dans une étude sur les projets de reboisement en Afrique de l'Ouest

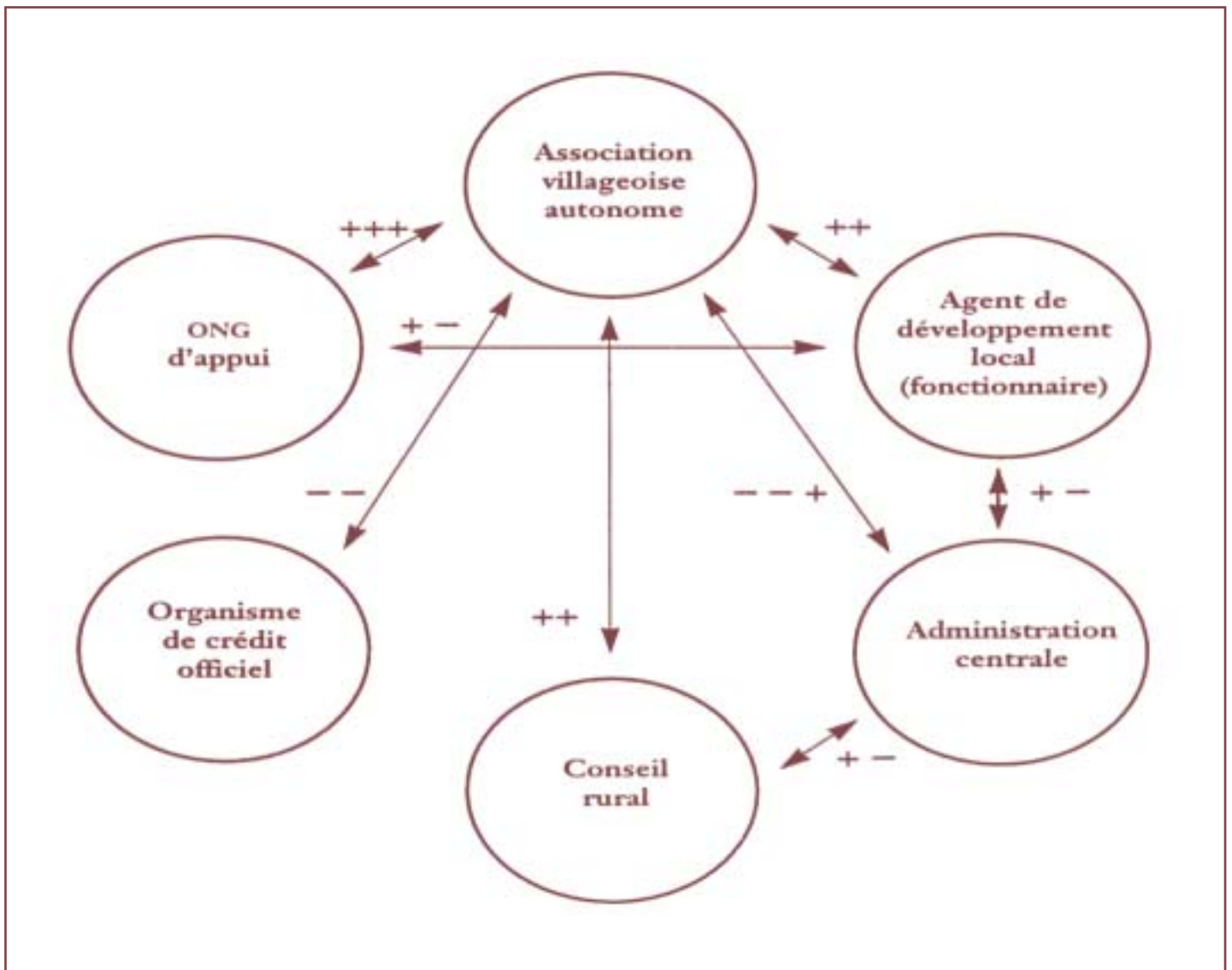
A quoi sert-il ? Permet de resituer les différents acteurs dans un seul schéma et de souligner la diversité des relations qui peuvent exister (ou manquer) entre les différents groupes d'acteurs, et les perceptions et sensibilités des différents groupes d'acteurs vis à vis d'une problématique

Ce que l'on peut en faire : Peut être adapté à tout type de problématique en théorie (La coopération décentralisée : les relations entre familles d'acteurs au niveau d'un territoire ; Le partenariat : entre groupements de base - organisation paysanne - ONGN - Bailleur ; L'hydraulique villageoise : Homme -

Femmes - entreprise de fonçage - artisan réparateur - bailleur,...)

Intérêt : Souligne la diversité des relations et aide à les poser/concevoir en termes positifs comme négatifs. Très utile à condition que l'étude qui précède la représentation soit suffisamment fine.

Limite : la lecture n'est pas nécessairement facile pour des gens peu habitués à cette forme de représentation. Comme tout outil il force un peu la rationalité des relations observées et ne facilite pas, en l'absence de capacités d'analyse stratégique de l'utilisateur, une lecture plus complexe, intégrant les différents registres de normes et de "casquettes" que les acteurs utilisent selon les circonstances et les interlocuteurs.



L'ARBRE A PROBLEMES (PIPO)

La méthode PIPO consiste à répertorier avec les acteurs (exécutants, bénéficiaires, financeurs éventuellement) les problèmes et à les organiser en un "arbre" dont les racines représentent les causes et les branches les effets. L'arbre ci-dessous a été reconstruit à partir des rapports d'un projet intégré au TOGO et de discussion avec les techniciens du projet. Il exprime surtout la perception des techniciens togolais du projet. A cet arbre doit normalement être associé une analyse historique. Dans le cas présent, cette analyse montre comment les systèmes d'encadrement étatiques des paysans, basés sur des systèmes agro-exportateurs (cacao, café), ont conduit à un certain attentisme des paysans bien situé au cœur de l'arbre à problème.

A cet arbre doit être associé son pendant, c'est à dire un arbre à solution qui reprend chacun des éléments/problèmes pour les traduire en solution.

D'où vient-il ? Allemagne. Méthode ZOPP

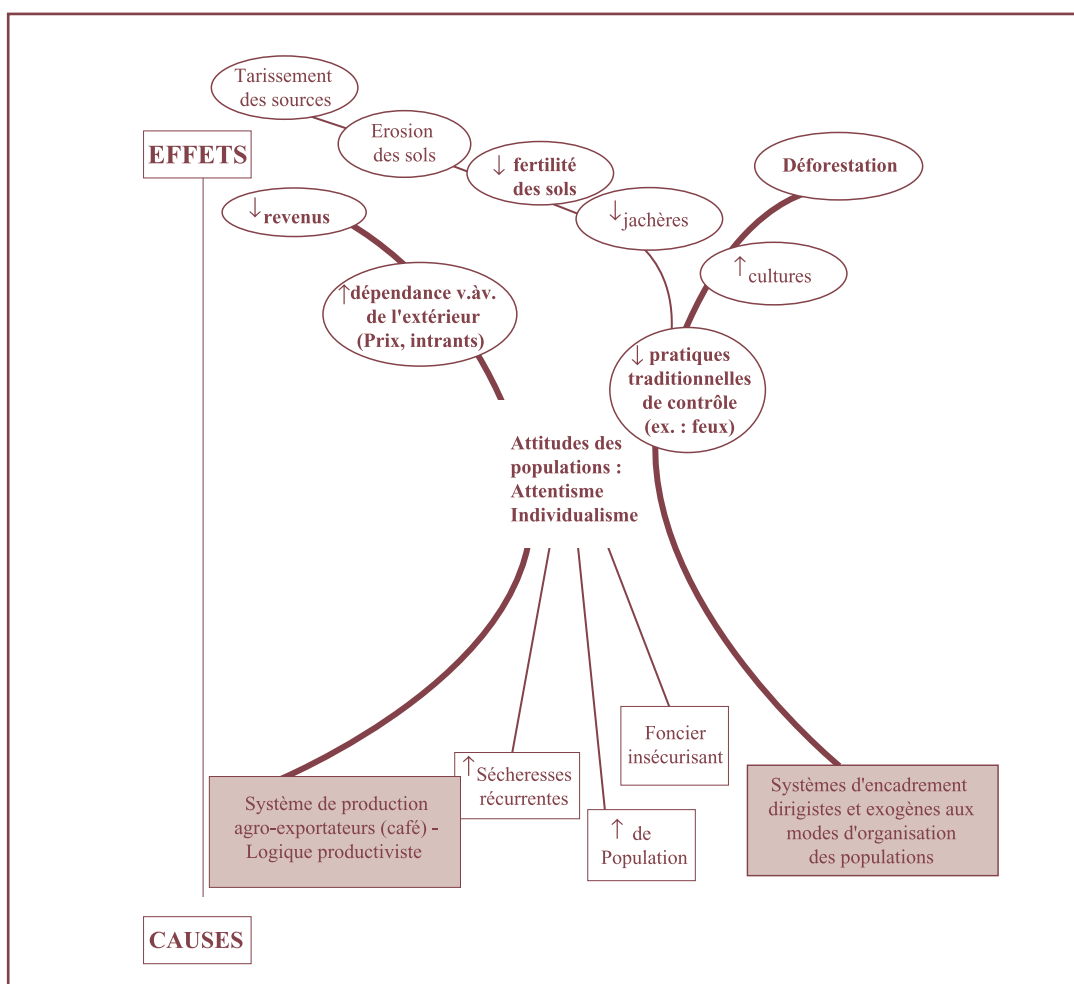
A quoi sert-il ? Discuter des problèmes et des solutions avec les populations lors de grandes sessions censées faire exprimer par les gens leurs problèmes et discuter des solutions potentielles. A concevoir comme une étape préliminaire à d'autres analyses plus pointues.

Ce que l'on peut en faire : adapté à tout type de problématiques en théorie. En pratique, permet mal d'identifier les rapports de force, intérêts divergents, ...

Intérêt : Pédagogique. Permet de discuter des relations de cause à effet et de tenter d'organiser la complexité de la réalité pour dégager des stratégies d'action cohérentes

Limites :

- L'outil est centré sur les problèmes dans une vision déterministe des choses : "Il faut trouver des problèmes aux solutions". Le fait de présenter les choses en termes de problèmes ne permet pas 'naturellement' de questionner les ressources existantes, les potentialités, et la façon dont les différents acteurs interfèrent dans ces problèmes ou dans la recherche de solutions.
- aspect linéaire des relations entre cause et effet (exclut les phénomènes de rétroaction, d'interaction)
- en pratique, il arrive que l'exercice se limite à l'arbre à problèmes avec les gens (l'arbre à solutions étant élaboré "en bureau")
- postule la représentativité et la légitimité de l'assemblée présente par rapport à la population concernée par le projet ce qui est rarement vérifié et suppose au préalable une connaissance suffisante des acteurs et de leurs interrelations
- le fait de réaliser l'exercice en groupe force le consensus et empêche d'identifier les intérêts divergents (en particulier les problèmes des femmes)
- se limite souvent en pratique à des aspects évidents, historiques (pression démographique, sécheresse, ...) qui ne questionnent pas la responsabilité des groupes sociaux ou de certains groupes
- prend mal en compte les aspects de genre.



LE CADRE LOGIQUE

D'où vient-il ? Réalisé par des constructeurs de bombardiers pendant la guerre 40-45, repris par la NASA puis par le CAD de l'OCDE et la DG8 de la CE qui modifient et formalisent l'outil.

A quoi sert-il ? Présenté sous forme de matrice, le cadre logique a essentiellement pour but de mieux programmer les actions et de faire un lien plus systématique (organisé selon un fil logique), entre les moyens, les activités, les résultats, les objectifs. Le but est également de poser d'entrée de jeu un certain nombre d'indicateurs aux résultats attendus et aux objectifs de manière à mieux suivre et évaluer les actions. Il est enfin d'inscrire le projet dans un cadre plus général en posant les hypothèses qui conditionnent sa réalisation.

Ce que l'on peut en faire : adapté surtout pour des projets aux objectifs matériels, il peut également convenir aux dimensions plus socio-institutionnelles moyennant des adaptations

Intérêt : disposer d'un tableau de bord d'un programme situant la façon dont les partenaires conçoivent, à un moment donné, les finalités et les moyens d'une action. Le cadre logique est intéressant à condition de le concevoir comme un ensemble de jalons pour le suivi et l'évaluation. Ces jalons doivent donc régulièrement pouvoir être adaptés aux réalités. Chaque modification importante devrait cependant faire l'objet d'une négociation entre partenaires (financiers entre autres) ce qui en limite la souplesse.

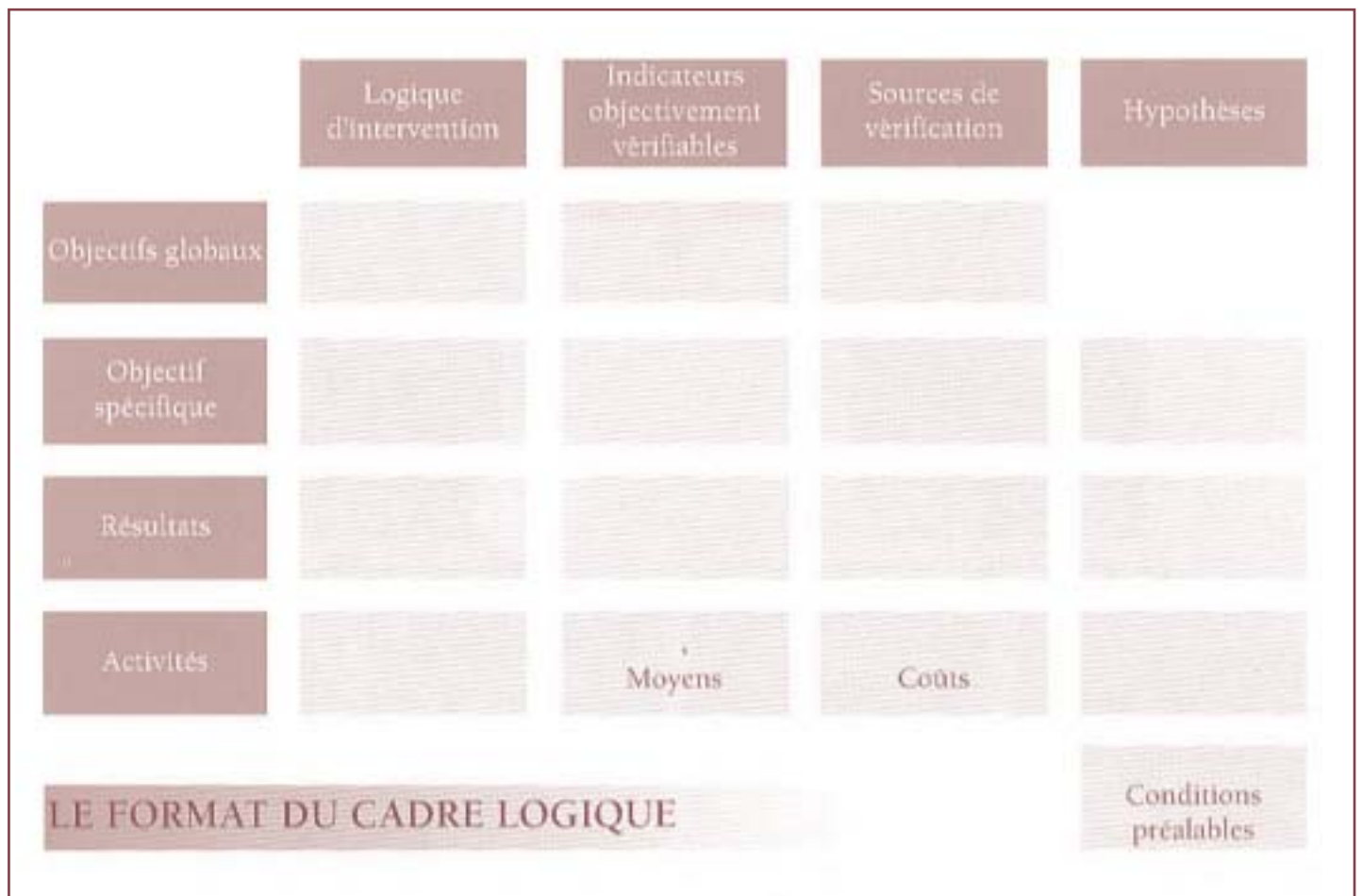
Limites théoriques : elles portent essentiellement sur le fait que le cadre logique, dans sa forme actuelle, reste plus adapté à des objectifs matériels qu'aux processus socio-institutionnels (appui institutionnel à une organisation paysanne par exemple, appui dans un processus de développement local avec différents acteurs) pour lesquels les objectifs, résultats à attendre et activités sont en perpétuelle évolution en fonction de la configuration des acteurs, de leurs rapports, ...

L'obligation de résultats ou le suivi trop étroit des indicateurs peuvent "polluer" selon certains observateurs, les relations de partenariat.

La terminologie et le nombre de critères (objectifs-résultats-activités-moyens-indicateurs-hypothèses) sont source de confusion et font perdre de vue l'objectif essentiel qui est d'élaborer une logique entre les finalités, les objectifs stratégiques et les moyens que l'on se donne pour y arriver.

Limites pratiques : Le cadre est souvent pratiqué de manière rigide sans tenir compte des contraintes et potentialités du terrain qui nécessitent d'en reconsidérer les éléments.

Il devient plus un exercice liturgique nécessaire à l'obtention d'un financement qu'un réel outil de suivi-programmation. Dans sa forme actuelle il permet mal de considérer qu'une activité ou un résultat attendu peuvent avoir plusieurs objectifs spécifiques (obligation de présenter un seul objectif spécifique - cœur du programme - mais possibilité d'indiquer plusieurs objectifs "généraux").



Carences et aléas du Cadre Logique

Des gasper*

Après trente années d'utilisation du cadre logique et une expérience de quinze ans du ZOPP (Objectives-Oriented Project Planning), les manuels omettent généralement d'évoquer les aléas qui accompagnent l'utilisation de ces méthodes au sein de nombreux organismes, y compris ceux dont ces concepts sont originaires - USAID et la GTZ. Les utilisateurs (des pays bénéficiaires en particulier) n'ont aucune possibilité de s'exprimer à propos des méthodes de planification et d'évaluation jugées bonnes pour eux par les niveaux hiérarchiques supérieurs ou par les donateurs. Il existe dès lors un risque de "préjugé favorable"...

Le "format de base" de la Gestion du Cycle de Projet (GCP) spécifie une série de critères (le système du cadre logique) auxquels les projets doivent satisfaire à tous les stades pour "mériter" leur financement. Le respect de ces critères est exigé à chacune des étapes (y compris les phases ultérieures de suivi et d'évaluation) car ces critères sont considérés comme la synthèse des connaissances accumulées concernant les facteurs de réussite de l'objectif même de la GCP, à savoir "l'apport de bénéfices durables pour le groupe cible".

LA DÉPENDANCE DE LA GCP À L'ÉGARD DU "CADRE LOGIQUE"

Le cadre logique est une manière de décrire la conception d'un projet. Il se présente comme une matrice généralement constituée de quatre rangées et de quatre colonnes, comme la GCP. Les rangées correspondent aux différents niveaux des objectifs du projet et sont supposées avoir un lien logique par lequel l'accomplissement de ce qui est prévu à un niveau conduit tout naturellement au niveau suivant. Quant aux colonnes, la première décrit les niveaux d'objectifs (logique d'intervention) du projet en termes très généraux. La seconde et la troisième précisent comment mesurer le degré de réalisation des objectifs et rechercher des indicateurs à cette fin. La dernière décrit des facteurs externes au projet (mais susceptibles d'en influencer le déroulement) et développe une série d'hypothèses dans ce contexte. La GCP fait appel à ce format de base pour l'examen de n'importe quel projet.

Le cadre logique permet donc d'avoir un bon aperçu des objectifs d'un projet tout en attirant l'attention sur ses justifications à plus haut niveau, sur les éléments extérieurs et sur les informations requises dans une perspective de suivi et d'évaluation. Particulièrement pratique pour des hauts responsables très occupés, cet aperçu pourrait également faciliter les échanges de vues entre tous les intervenants d'un projet à condition que

ceux-ci soient ouverts à un véritable processus de consultation et de négociation.

Parmi d'autres, le Dr Eggers¹ en particulier identifie trois points faibles du cadre logique :

1- "Les cadres sans logique"

Le cadre logique n'est souvent utilisé que lorsque les donateurs extérieurs l'exigent et devient, dès lors, une invention a posteriori qui n'influence pas la conception même du projet. Il ne s'agit plus d'une incitation à la réflexion sur l'enchaînement logique entre les étapes successives ni sur le rôle des facteurs extérieurs dans ce processus.

C'est un "cadre sans logique" puisque la matrice sert à décrire un concept préexistant plutôt qu'à en créer un dont la logique tient. Il est théoriquement possible de remédier à cette carence en utilisant le format du cadre logique dès les premiers stades du projet et en établissant les liens entre les moyens et la finalité sur la base d'une analyse préalable et systématique des causes et des effets (comme l'exigent d'ailleurs le ZOPP et la GCP).

Par ailleurs, le cadre logique a toujours posé un problème connexe, à savoir le moyen de distinguer et, partant, d'utiliser les termes décrivant les différents niveaux hiérarchiques : les intrants, les activités, les résultats immédiats, l'objectif spécifique et les objectifs généraux. Le Dr Eggers précise que la GCP vise à l'adoption d'un principe très clair

* Cet article est adapté d'un texte de Des Gasper (Maître de conférence en Politique et administration publique à l'Institut of Social Studies) intitulé "Gestion du cycle de projet : carences et aléas du cadre logique" publié dans "Le Courrier", n°173 - Janvier-Février 1999.

1 Dr Helmut Eggers, "Nouvelle impulsion à la Gestion du Cycle de Projet", dans "Le Courrier", mai-juin 1998.

puisque "le but ou objectif spécifique du projet doit être, sans aucune exception, conçu comme l'apport de bénéfices durables pour le groupe cible". Cette approche comporte le risque d'un "encombrement" du schéma avec quatre niveaux à faire tenir sur une seule page. Deux liaisons inter-niveaux doivent déjà permettre à un projet de donner des résultats durables. Mais le cadre logique ne contient pas de calendrier précis et "l'encombrement" peut engendrer de l'illogisme par suite de simplification excessive.

2- "Les cadres incomplets"

La seconde carence du cadre logique, à laquelle il s'avère plus difficile de remédier, est donc sa tendance à devenir trop simple, même pour décrire les conceptions de projets les plus élémentaires. Des aspects importants sont par conséquent négligés.

3- "Les cadres bloqués"

Une fois élaboré, le cadre logique tend à être rigide plutôt qu'adaptable. Rien n'empêche de remédier également à cette carence pour autant que le personnel soit autorisé, désireux et capable de gérer le travail supplémentaire que représente cette mise à jour permanente.

Eggers parle d'un risque de "retomber dans la routine du cadre logique traditionnel", et souligne que la gestion de cycle de projet et l'analyse du cadre logique sont deux choses différentes en raison de "la philosophie de l'apprentissage, de l'approche participative et de la culture du débat constructif qui sont l'essence même de la GCP".

Mais pourquoi les cadres logiques ne sont-ils utilisés que lorsque des sources extérieures de financement l'exigent ? Pourquoi faut-il rendre ces méthodes obligatoires, y compris désormais à des fins non seulement de suivi mais également d'évaluation ? Pourquoi restent-elles considérées comme le passage obligé vers l'approbation d'un projet plutôt que comme de véritables aides à la réflexion ? Pourquoi les cadres



"Pourquoi les cadres logiques finissent-ils par devenir rigides, voire bloqués?" (Photo : COTA)

logiques finissent-ils par devenir rigides, voir bloqués ? Le Dr Eggers ne donne pas de réponse directe à ces interrogations qui témoignent peut-être des carences du cadre logique traditionnel : il évoque uniquement un manque de formation - mais une analyse plus fouillée fait apparaître d'autres problèmes et des causes sous-jacentes non négligeables :

- 1- Si les cadres logiques ne sont généralement appliqués qu'à la demande d'une instance extérieure, c'est qu'ils exigent un vaste consensus sur ce qui est réalisable et souhaitable. Lorsqu'un tel consensus fait défaut, seule la pression d'une autorité dominante (en l'occurrence, celle qui détient les fonds) va permettre de le forger. Le processus risque toutefois d'aboutir à une matrice de projet sans logique s'il n'est pas précédé d'une analyse commune de la situation.
- 2- Les bailleurs de fonds et les contrôleurs, éloignés et occupés, préfèrent que les descriptions de projets soient simples et concises. Ils estiment en outre que les bénéficiaires des ressources publiques (ou étrangères) doivent respecter cette exigence. Celle-ci comporte néanmoins le risque d'aboutir à un cadre incomplet, à plus forte raison lorsque l'éloignement est important et la confiance limitée. On craint en effet un manque de transparence à partir du moment où les destinataires des ressources peuvent modifier ce qui a été antérieurement convenu. Par ailleurs, les matrices illogiques, préparées au titre de simple formalité, risquent, elles aussi, de demeurer inchangées.

Une proposition permettrait sans doute de lutter contre l'immobilisme et la simplification excessive : exiger que tous les cadres logiques soient datés et signés par ceux qui les rédigent ou les approuvent. Cela nous renvoie à la question fondamentale de l'appropriation du projet.

DES CADRES D'APPRENTISSAGE ?

Les cadres logiques posent un problème majeur lorsque l'environnement de travail est très incertain ou en mutation. La réponse classique à ce problème est qu'il faut prévoir et planifier au point de maîtriser les aléas et les bouleversements extérieurs. Cette solution n'est guère satisfaisante dans la mesure où cela peut déboucher sur un cadre logique auquel on s'accroche obstinément même s'il est dépassé et qu'il finit par survivre parce que plus personne n'y prête attention (soit, un "cadre bloqué").

La colonne des hypothèses, prévue dans le cadre logique, fournit l'occasion de réfléchir à l'impact des changements incontrôlables. Parce qu'elle se trouve en toute fin de matrice, elle est souvent mal exploitée : l'attention porte davantage sur les colonnes centrales relatives aux indicateurs et aux sources d'information, parce qu'on veut contrôler et appliquer un plan préétabli plutôt qu'apprendre.

Il y aurait beaucoup à dire sur les pièges et les confusions au niveau de l'utilisation des indicateurs dans les cadres logiques car, ici également, des représentations simplifiées sont souvent interprétées comme des images complètes. Les indicateurs nous disent "voir la variable V" mais ne doivent pas nécessairement devenir des objectifs ("parvenir au niveau N sur la variable V dans le délai T"). Pareille démarche peut s'avérer dangereuse lorsque les connaissances et la flexibilité sont limitées. Les objectifs préétablis au niveau des intrants, des activités et des résultats peuvent causer des distorsions au détriment des objectifs plus fondamentaux que sont l'apprentissage et le renforcement des capacités.

La description simplifiée caractérisant les cadres logiques pose d'autres problèmes, notamment en ce qui concerne la hiérarchisation des objectifs.

Carences et aléas du Cadre Logique

Etant la description simple d'un concept de projet, les cadres logiques visent à décrire les activités prévues et les effets escomptés (les moyens visant à obtenir les effets souhaités). Prendre cette description comme base unique pour l'ensemble des processus ultérieurs de suivi et d'évaluation équivaut à regarder par le petit bout de la lorgnette, car cette vision ignore les effets non intentionnels et imprévus, de même que les moyens non prévus au départ. Une telle approche limite considérablement l'apprentissage.

Les cadres logiques offrent une base solide pour les évaluations axées sur la clarification et la mise à jour d'un concept de projet, mais s'avèrent totalement insuffisants pour des évaluations qui tentent de définir les processus et les effets des projets.

L'APPROPRIATION DES PROJETS

Qui définit le "groupe-cible" ? Le terme même implique qu'il ne s'agit pas de ses propres membres. La définition du groupe-cible pose problème, en particulier lorsque l'on se trouve en présence de conflits d'intérêts. (Il peut même arriver qu'un projet soit préjudiciable à certains groupes). Une approche issue de systèmes privés ou militaires de planification reste éventuellement envisageable pour certaines entreprises publiques mais elle devient problématique dans le cas de programmes publics inter-organisationnels.

L'approche du cadre logique exige des projets une clarté et un ordre qui conviennent davantage au secteur lucratif privé (ou militaire), caractérisé à la fois par un siège d'autorité clairement défini et par un objectif unique et dominant : le profit financier (ou la victoire militaire, voire la survie). Les activités du secteur public, même exercées par l'Etat ou par le secteur privé, englobent une série d'objectifs dépassant le profit financier et une série d'intervenants légitimes de natures multiples qui sont davantage que des gestionnaires ou des actionnaires d'entreprises (du gouvernement central aux pouvoirs locaux en

passant par des entreprises, des bailleurs de fonds, des ONG intermédiaires, des collectivités locales et des familles). Qu'ils soient gérés par les gouvernements ou par des ONG, ou conjointement, les projets publics manquent souvent, d'un centre unique de décision et d'un objectif clairement défini et agréé.

Par conséquent, rien ne permet de garantir l'existence d'une vision commune du projet. En réalité, si une autorité unique de type militaire peut exister au sein des entreprises privées, celles-ci opèrent en outre, en ce qui concerne leurs relations extérieures, sur des marchés -en d'autres termes, à l'intérieur de systèmes permettant la coopération de différents agents ne partageant pas d'objectifs communs.

Les systèmes de planification et d'évaluation des projets publics ne présupposent pas systématiquement l'existence d'un large consensus quant aux objectifs. Ils permettent plutôt de le forger par la simple organisation d'un ou deux ateliers. Négliger les divergences de vues entre les intervenants, ou les dissimuler dans un cadre logique, entrave le processus d'apprentissage.

CONCLUSION

Toute approche GCP effective ou toute amélioration éventuelle de l'approche du cadre logique, doit impérativement tenir compte de ces problèmes fondamentaux. Lorsque nous mesurons l'efficacité de méthodes telles que l'approche du cadre logique, la ZOPP ou la GCP, nous devons examiner leur fonctionnement concret, en évitant les cas les plus simples ou les mieux documentés et en évitant surtout de ne juger leur performance qu'au travers de manuels théoriques.

Il est vrai qu'elles ont au moins le mérite d'exister mais certaines utilisations des cadres logiques sont inexcusables, à plus forte raison lorsqu'il existe des alternatives valables. Lorsqu'ils sont utilisés, les cadres logiques doivent être perçus comme des structures d'appui au travail logique : ils ne peuvent se substituer à ce travail, ni laisser croire que leur description simplifiée

couvre tous les aspects importants du projet considéré. De même que tous les cadres logiques devraient être datés et signés, ils pourraient s'accompagner d'une note explicative concernant les points qui ont été exclus et simplifiés.

Lorsque nous apprenons à conduire une voiture, nous ne commençons pas uniquement (à l'inverse de ce qui est proposé dans la plupart des manuels de programmation du développement) par l'énumération des avantages de la méthode. On nous signale ou on vous rappelle immédiatement que les voitures peuvent être dangereuses, et qu'elles doivent être manipulées avec compétence et dextérité ; que le type de conduite varie selon le contexte (état de la route ou intempéries) ; que d'autres moyens de transport ou de communication peuvent s'avérer efficaces.

Des méthodes telles que l'analyse de cadre logique et la gestion du cycle de projet appellent le même bon sens critique.



"Rien ne permet de garantir l'existence d'une vision commune du projet". (Photo : COTA)

Pour une pratique rigoureuse des enquêtes participatives*

Philippe Lavigne Delville**

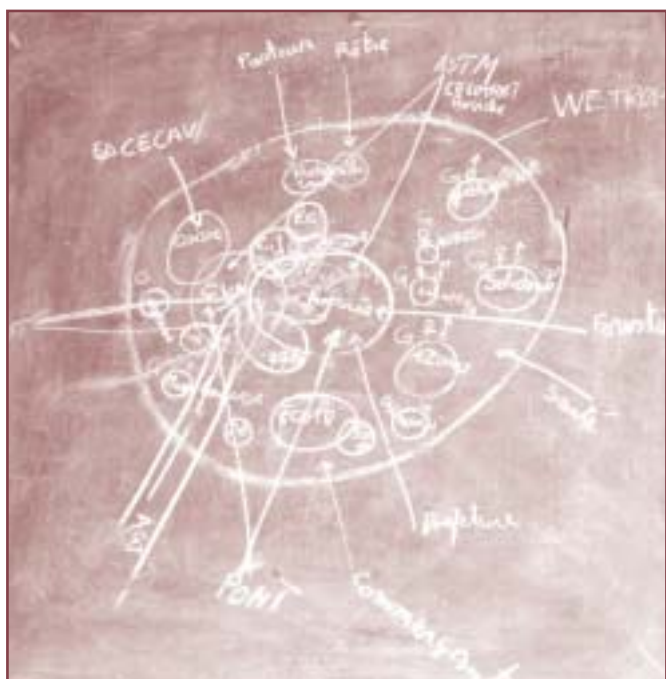
Partant de la connaissance qu'ont les ruraux de leurs situations et de la façon dont ils la perçoivent, les enquêtes participatives sont censées faciliter les échanges et le dialogue entre populations et intervenants extérieurs, permettre de dépasser les différences de catégories de pensée et de langue, et enfin définir des actions qui collent aux réalités locales et aux aspirations des populations. Mais il ne suffit pas de dire "on a utilisé une approche participative" pour obtenir de tels résultats !

L'objectif des diagnostics participatifs est de construire, au sein des groupes d'acteurs considérés et avec les intervenants, une analyse partagée de la situation destinée à définir des actions pertinentes et d'établir des relations de confiance entre ces différentes catégories d'acteurs. Ceci est évidemment essentiel, tout ce qui peut favoriser un dialogue ouvert avec les populations et la prise en compte de leurs réalités par les intervenants externes est bienvenu. Mais la mise en œuvre de ce type d'approche demande de réels savoir-faire et la facilité apparente des approches qualitatives est trompeuse. Faute de prendre au sérieux les exigences de rigueur, on risque d'aboutir à des résultats tronqués, fortement biaisés, sans impact positif sur les actions ultérieures.

Même s'il existe d'autres approches participatives, la MARP (Méthode active de recherche et de planification participative, issue du PRA - Participatory Rural Appraisal) s'est imposée comme la principale référence en terme de méthode. Elle se fonde sur un travail d'équipe, concentré sur quelques jours, organisé autour d'une série d'ateliers mobilisant les paysans ou les groupes d'acteurs locaux, et aboutissant à autant de schémas (transect, carte du terroir, calendrier de travail, classification par niveau de richesse, etc.) censés refléter la vision qu'ils ont de leur situation. De ce diagnostic commun doivent émerger des priorités d'action consensuelles. Les différents éléments de la démarche sont tout à fait pertinents en eux-mêmes. Mais, lorsqu'on en fait un "package", lorsque les compétences nécessaires ne sont pas réunies, lorsque la démarche est réalisée de façon mécanique dans des projets où le déroulement de l'intervention n'a ensuite plus rien de "participatif", alors, un diagnostic participatif n'apporte pas grand chose et peut même être contre-productif, faisant passer les postulats des intervenants pour la volonté des populations ou les intérêts particuliers des acteurs locaux dominants pour un consensus local. Au-delà de ces questions liées aux finalités et aux modalités de mise en œuvre du diagnostic participatif, les approches de type MARP souffrent d'une insuffisante prise en compte des enjeux sociaux des interventions.

QUE SIGNIFIE "PARTICIPER" ?

Dans des cas trop fréquents, le caractère "participatif" du diagnostic sert de caution à des projets qui se déroulent ensuite de façon on ne peut plus classique et "descendante". Puisque les actions ont été définies "avec" les ruraux, leur "participa-



"... autant de schémas censés refléter la vision qu'ils ont de leur situation".
(Photo : COTA)

* Cet article s'inspire de l'ouvrage *Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux*, coordonné par Ph. Lavigne Delville, N. Sellamna et M. Mathieu, Gret/Karhala/Icra, 2000 et en particulier de l'article de conclusion "Donner corps aux ambitions : le diagnostic participatif comme enjeu de pouvoir et comme processus social".

** GRET

tion" à la mise en œuvre, n'est plus considérée comme nécessaire. Or, la pertinence d'une action pour les populations à qui elle est destinée ne se réduit pas à la qualité du diagnostic, pas plus que la "participation" ne se limite à la contribution financière ou physique : les modalités de mise en œuvre de l'action doivent aussi faire l'objet de négociations. Une approche "participative" ne peut avoir de réalité que si le dispositif et l'équipe du projet sont effectivement capables et disposés à travailler en dialogue avec les ruraux. Ce qui demande, outre une réelle implication des équipes, que les procédures du projet (équilibre entre budget des réalisations et budget d'animation, souplesse de programmation, ouverture des thèmes d'action possible, etc.) soient cohérentes avec cette ambition. Les bailleurs ont une forte responsabilité dans cette dérive, lorsqu'ils imposent la MARP comme exercice obligé sans que les autres conditions (en particulier en termes de procédures) soient remplies. Ou lorsqu'ils imaginent qu'à l'occasion d'un changement de phase, coller l'étiquette "participative" à un projet "descendant", sur les mêmes zones et avec les mêmes équipes, suffit à changer les pratiques des agents de développement et leurs relations avec les ruraux.

L'ILLUSION DU DIALOGUE TRANSPARENT

Il est illusoire de penser qu'un diagnostic participatif, parce qu'il se fonde sur le dialogue, suffit à créer la confiance et à permettre des échanges ouverts. C'est un événement qui peut perturber la vie du village pendant plusieurs jours et dont les répercussions vont se développer au-delà de l'enquête. En fonction de leurs expériences antérieures avec le monde du développement, de leur perception des apports possibles, de leur connaissance de l'institution qui envoie les enquêteurs, les ruraux vont se positionner, choisir ce qu'ils disent ou non, en fonction de leurs propres intérêts et des avantages qu'ils pensent pouvoir retirer de la rencontre.

Les réunions collectives sont en outre des moments très ritualisés où les prises de parole ne sont pas libres. Faute d'une connaissance préalable suffisante des acteurs, de la diversité des positions sociales et économiques, on ne peut pas comprendre ce qui se joue dans ces réunions, et l'on court le risque



"Faute d'une connaissance préalable suffisante des acteurs (...) on court le risque de prendre le discours des notables pour l'expression consensuelle de la communauté". (Photo : COTA)

de prendre le discours des notables pour l'expression consensuelle de la communauté. Le nombre de participants aux séances semble parfois pris comme un indicateur de "participation", mais il ne dit rien des contributions effectives au débat. Dès lors, comment avoir accès aux différences de points de vue, de priorités ? Travailler avec des groupes de jeunes ou de femmes est un plus, mais rien ne dit que ces critères là sont déterminants, par rapport aux thèmes débattus : les clivages entre ceux qui cultivent le bas-fond et les autres, entre les migrants ou les autochtones, entre ceux qui ont des revenus extra-agricoles et les autres, peuvent être toute aussi déterminants et rester inaperçus. Travailler en termes de groupe stratégique, c'est-à-dire d'acteurs partageant a priori les mêmes positions par rapport à un enjeu donné, est nettement plus productif. Encore faut-il qu'un diagnostic socio-économique préalable permette de repérer ces groupes.

"L'IGNORANCE OPTIMALE" EN QUESTION : LE DIALOGUE EST INDISPENSABLE, MAIS N'EST PAS UN SUBSTITUT À LA COMPÉTENCE PRÉALABLE

Les outils de la MARP sont des outils servant à la "caractérisation" d'une situation et non à son analyse approfondie. A fortiori, ce ne sont pas non plus des outils de "recherche". Contre les diagnostics systématiques qui s'éternisent, la MARP revendique à juste titre "l'ignorance optimale" dans un but opérationnel : on n'a pas besoin de tout savoir, de façon parfaitement validée, il suffit d'avoir une vision globale à peu près juste. Mais élaborer un tel diagnostic exige de posséder des capacités d'analyse et de dialogue approfondi avec ses interlocuteurs, et par conséquent, disposer de références préalables suffisantes sur les sociétés rurales et leurs systèmes agraires, d'avoir des hypothèses de travail préparatoires. Des diagnostics "rapides", participatifs ou non, sont nécessairement des méthodes "expert" et ne peuvent être réalisés de façon fiable sans des personnes expérimentées, capables de poser les bonnes questions, d'interpréter correctement ce qui est dit par les ruraux. Les conditions de qualité des enquêtes qualitatives semblent trop souvent oubliées, comme si la "participation" suffisait à garantir une fiabilité des informations et des interprétations¹.

LE POIDS DES LOGIQUES PROJETS

Les intervenants arrivent avec en tête les ressources d'un projet futur qu'ils peuvent accorder ou refuser. Ce sont eux qui convient les villageois à l'exercice et non l'inverse. De facto, leur point de vue influence lourdement les résultats de la MARP. Pour ainsi dire, ils dominent pratiquement le processus. Au delà de l'apparence, les résultats d'une MARP sont fortement marqués par l'équipe qui la réalise et le projet dans lequel elle s'inscrit. Si ce sont bien les paysans qui fournissent les informations, ce que l'équipe va en retenir, la façon dont elle va trier, hiérarchiser, structurer et organiser l'information est - même de façon inconsciente - déterminante dans le résultat

1 Floquet A. et Mongbo R., "Production de connaissances et de consensus pendant les MARP et au-delà", dans "Les enquêtes participatives en débat", p. 269- 291.

final. Faute de rigueur suffisante, celui-ci a dès lors de nombreux risques d'être distordu, en fonction de la composition de l'équipe, de ses grilles d'analyse ou bien des objectifs du projet qui vont pousser à mettre l'accent sur tel ou tel thème. Bien plus, les ruraux vont orienter leurs réponses en fonction de ce qu'ils perçoivent du projet, des types d'appui dont ils pensent pouvoir bénéficier. Là encore, tenter de contrôler ces distorsions relève du savoir-faire de l'enquête qualitative en sciences sociales.

COMMENT ARBITRER ENTRE DES PRIORITÉS DIFFÉRENTES ET TOUTES LÉGITIMES ?

La MARP est censée permettre de définir des priorités consensuelles. Mais elle se centre essentiellement sur le processus de génération de l'information. Malgré le terme de "planification" contenu dans le sigle, elle n'apporte aucun repère méthodologique, aucun conseil pour permettre d'arbitrer entre des priorités différentes ayant pu ressortir de l'animation. Or, on ne passe pas directement de la connaissance à l'action. Il y a nécessairement un choix à faire entre les intérêts divers, voire contradictoires, des différents groupes d'acteurs ! Comment hiérarchiser des priorités différentes, mais toutes légitimes ? De plus, est-il réaliste de demander aux populations de faire des choix qui les engagent de façon durable juste après la restitution, sans un temps de réflexion pour intégrer les résultats et réfléchir aux priorités ?

Une réflexion méthodologique est indispensable sur cet aspect essentiel, auquel les méthodes de planification participative, type ZOPP ou PIPO n'apportent que des réponses très partielles.

CONCLUSION

Les enquêtes participatives sont un outil précieux pour permettre un meilleur dialogue et une meilleure adéquation des projets. Mais ce n'est pas une recette magique dont le résultat est garanti ! Bien au contraire, ce sont des démarches exigeantes, qui demandent de mobiliser savoir-faire d'enquête, sensibilité sociologique et savoir-faire d'animation. En faire des "packages" standard, négliger les conditions de démarches de qualité, faire l'impasse sur les divergences de positions et d'intérêts (au sein des "communautés" locales, comme entre populations et intervenants) a toutes chances de déboucher sur des résultats médiocres en termes de connaissance et de pertinence des actions.

Cette MARP menée par un Projet de Gestion des Ressources Naturelles, qui aboutit à mettre la construction d'une maternité en priorité, alors même qu'un problème d'eau évident était la priorité des femmes, l'illustre bien : en fait, les notables qui l'ont mis en avant et l'ont imposée à leur "communauté" sous couvert d'intérêt des femmes étaient aussi transporteurs de matériaux et parents de l'entrepreneur qu'ils ont choisi pour la construction...²

Les diagnostics et planifications participatives relèvent de stratégies d'intervention fondées sur une exigence de dialogue approfondi et de pertinence des actions. Ils demandent de travailler sur les différentes étapes : cadrage général, identification des thèmes d'action, diagnostics spécifiques, choix des thèmes spécifiques et choix des modalités de mises en œuvre, modes de réalisation, évaluation, etc.) en s'interrogeant à chaque fois sur les échelles pertinentes (ce n'est pas toujours le village !), sur les informations nécessaires et sur la façon de les collecter, sur les points à débattre et à négocier avec les acteurs locaux (et lesquels), sur la nature et les modalités de la relation avec les différents groupes d'acteurs locaux.

C'est en fonction des réponses à ces questions que l'on peut construire une stratégie, qui couple enquêtes individuelles, observations, travail en groupe, mise en débat, etc. Et qu'il devient possible de choisir la façon de travailler la plus adaptée et les opinions les plus pertinentes à prendre en compte.

Là encore, une connaissance préalable minimale des pratiques paysannes et des rapports sociaux locaux est indispensable, pour identifier les groupes stratégiques, ceux qui partagent suffisamment d'intérêts, pour repérer les notables, les leaders, les animateurs naturels, pour être capables de comprendre ce qui, au-delà de l'enquête, se joue à travers les exercices collectifs, et tenter de construire un compromis sur des actions utiles au plus grand nombre. C'est à ce prix que l'on peut, sans trop jouer à l'apprenti sorcier, remplir un rôle constructif dans la mise en œuvre des projets.



"Comment arbitrer entre des priorités différentes et toutes légitimes?" (Photo : COTA)

2 M. Mathieu, "Ballade d'un expert anthropologue sur les traces de la Marp", in *Les enquêtes participatives en débat*, p. 333-358.

La MARP. Points forts et points faibles.

Idrissa Niandou*

Au cours de ces dernières années, la MARP a connu un développement particulièrement rapide en Afrique francophone. Si une telle situation a contribué à améliorer sensiblement les modes d'interaction entre certaines institutions et les communautés de base, les risques de perversion de la méthode sont de plus en plus critiqués.

- 1) De plus en plus d'institutions et de personnes sont attirées par la méthode, plus par le fait d'un certain effet de mode, que par une réelle volonté de changement des comportements institutionnels. C'est ce qui explique l'application de la MARP dans des contextes institutionnels encore réfractaires à la participation.
- 2) Des phénomènes de standardisation et de formalisme sont observés dans l'application de la méthode qui traduisent une maîtrise insuffisante des principes de base des méthodes participatives : la flexibilité, l'adaptation constante aux situations, à l'innovation, etc.
- 3) La banalisation enlève à toute méthode participative son essence et sa force de base.
- 4) La fascination induite par les outils conduit certains utilisateurs à banaliser l'analyse (or, les outils ne sont que de simples supports de réflexion et de communication qu'il faut dépasser pour comprendre les dynamiques à étudier).
- 5) La tendance à vouloir faire de la MARP une panacée amène certaines institutions à abuser de son utilisation et à nourrir des attentes irréalistes envers ses résultats (ni la MARP ni aucune autre méthode ne peut produire des miracles, en particulier si le contexte institutionnel n'est pas favorable).
- 6) Le suivi qui constitue une composante essentielle de tout processus participatif est souvent négligé (or, une méthode ou une approche participative est dynamique et exige des réajustements permanents).

- La MARP permet de créer de bonnes conditions d'interaction entre la population et les techniciens ;
- Le principe méthodologique de l'itération permet d'adapter le processus d'apprentissage aux situations de terrain et facilite ainsi les ajustements nécessaires.



"... les outils de la MARP permettent de faciliter la participation des populations au processus de production de la communauté". (Photo : COTA)

LES POINTS FORTS

- La MARP favorise effectivement la valorisation des savoirs des populations, et elle constitue un intéressant outil de communication et d'analyse des réalités locales par les communautés ;
- Dans le domaine de la recherche participative, les outils de la MARP permettent de faciliter la participation des populations au processus de production de la communauté ;
- Le principe de la triangulation renforce le degré de fiabilité des informations de même que la pertinence des analyses par les différents groupes de la communauté ;
- La MARP permet la mise en place d'un système de suivi/évaluation des actions par la population elle-même ;

* Maître-Assistant ENS (Université de Niamey), Vice-président du réseau MARP Niamey (ENS Niger BP:10963 Niamey, idrissaniandou@yahoo.fr)

LES POINTS FAIBLES

- Les problèmes de communication, soit parce que l'équipe ne maîtrise pas la langue locale ou parce qu'il est difficile de traduire certains concepts, constituent assez souvent un obstacle à une bonne interaction entre équipe et populations ;
- Quand la planification ne tient pas suffisamment compte du calendrier du paysan, la phase pratique de la MARP peut s'en ressentir ;
- La fascination du processus d'élaboration des outils par les populations conduit parfois l'équipe à négliger l'analyse (or, ce n'est que grâce à une bonne analyse du processus et du contenu, que des décisions pertinentes peuvent être prises) ;
- La MARP crée de fortes attentes au sein de la population. C'est pourquoi, quand l'exercice se limite à une simple collecte d'informations, cela peut créer des frustrations chez les populations. C'est la raison pour laquelle il est conseillé de n'entamer un tel processus que si on détient l'assurance que le travail réalisé sera suivi d'effets (dans tous les cas, il est essentiel de bien expliquer les objectifs) ;
- Certains outils appliqués dans certains domaines de la vie sociale peuvent avoir un caractère particulièrement sensible. Par exemple, le profil historique peut réveiller des tensions, s'il est appliqué sur l'origine de la chefferie dans un village où elle fait l'objet de controverses.

LA MARP COMME OUTIL DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

L'utilisation de la MARP comme outil de suivi et d'évaluation est encore assez limitée car :

- Les chercheurs préfèrent les indicateurs classiques tels que le niveau d'alphabétisation, le taux de mortalité infantile, plutôt qu'une évaluation d'impact. De telles informations à base statistique, sont quelquefois difficiles à obtenir avec la MARP ;
- Beaucoup pensent que les résultats obtenus à partir de la MARP sont d'utilité interne et ne peuvent être acceptés par les chercheurs ou bailleurs qui les considèrent comme étant souvent assez subjectifs (ce qui ne signifie pas que les autres méthodes le sont moins).

LES APTITUDES INDIVIDUELLES

La MARP n'est pas une méthode figée. Plusieurs éléments auraient besoin d'être améliorés pour renforcer les aptitudes individuelles requises des animateurs :

- Les techniques d'interview semi-structurées ;
- Les personnes-ressources chargées de mener les actions de formation (nécessité de tenir compte des aptitudes et attitudes pour leur sélection) ;
- La faiblesse de mécanismes destinés à "prioriser" des méthodes de collecte de l'information et l'intégration de la MARP dans les programmes de travail ;
- La capacité à se documenter ;
- Les aptitudes en matière d'écoute et d'apprentissage
- La capacité individuelle à vérifier et à trianguler ;
- L'initiation des nouveaux chercheurs à la MARP (sans étouffer leur capacité d'imagination et de créativité future).

PLUSIEURS FACTEURS PEUVENT ÉTOUFFER LES BONNES PRATIQUES:

- l'exclusion de certains groupes comme les femmes, les sans-terres, les castés, Les analphabètes (l'expérience a montré qu'un analphabète élabore une carte sans repère (noms ou autres) et accroche la carte sur un mur ; un alphabétisé complète la carte en y ajoutant les noms ; ainsi, pendant la présentation l'analphabète a été complètement écarté), les plus pauvres (la direction du processus par les riches et les propriétaires terriens), etc.
- Des modèles de planification mis au point à des hauts niveaux et qui remettent en question les attentes et préoccupations de la base ;
- Des actions généralement menées par les institutions qui se soucient peu des comportements et préjugés qui les caractérisent (les hauts responsables des organisations ont tendance à adopter des comportements assez obstructifs) ;
- La MARP ne produit pas de résultats définitifs : c'est un processus (même si des MARPistes passent trois jours dans un village, cela ne leur permet pas de se faire une image exacte de la réalité villageoise).

RISQUES ET PÉRILS PRÉDOMINANTS

Nous l'avons déjà évoqué, de nombreux agents, qui ne disposent pourtant pas des aptitudes requises, n'adoptent la méthode que pour se conformer aux "instructions" des bailleurs ou de l'administration. Dans la réalité, ils continuent d'agir comme par le passé. Tel est le problème essentiel.

Chaque organisation devrait d'abord tester la méthode pour s'assurer qu'elle lui est appropriée.

La vitesse d'adoption de la méthode ne doit pas être supérieure à la capacité de chaque organisation à tester la méthode afin de voir ce qui est approprié pour elle-même. Quelques questions essentielles pour vérifier qu'une institution qui affirme faire de la MARP est effectivement en train d'en faire :

- Dans quelle mesure sont-ce les villageois qui font la planification, l'analyse et l'exécution des programmes ?
- Séjournez-vous dans le village au cours de la MARP ?
- Dans l'hypothèse où les populations rejettent ce que vous leur offrez, quelle va être votre réaction ?



"Dans quelle mesure sont-ce les villageois qui font la planification, l'analyse et l'exécution des programmes?" (Photo : COTA)



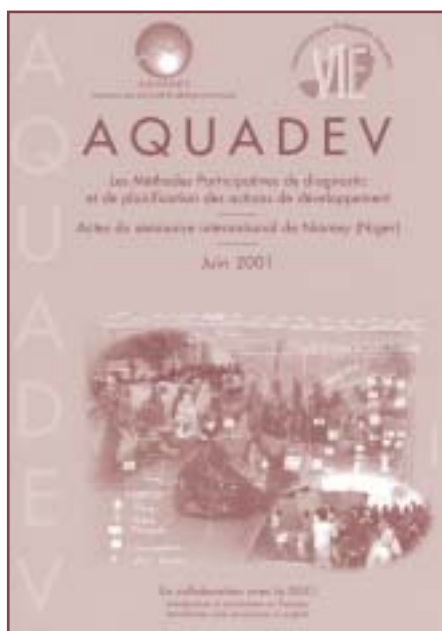
Chronique de livres

Recherche sur le thème du trimestre

METHODES PARTICIPATIVES

LES METHODES PARTICIPATIVES DE DIAGNOSTIC ET DE PLANIFICATION DES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT. ACTES DU SEMINAIRE INTERNATIONAL DE NIAMEY (NIGER), JUIN 2001

Aquadev/Volontaire pour l'Intégration Educative (VIE), Bruxelles, 2001, 136 p.
Réf COTA : 116/AQU/m.



APPROCHES PARTICIPATIVES POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE

Lammerink M. P. (Dir.), Wolfers I. (Dir.)
Karthala, Paris, IPD - Institut Panafricain pour le Développement, Douala, 1998, 209 p.

Réf. COTA : 116/LAM/a

QUELS OUTILS POUR L'AGRICULTURE DURABLE : ANALYSE COMPAREE DES METHODES PARTICIPATIVES

Guijt I., Van Veldhuizen L.
IIED, Londres, 1998, 36 p.
Dossier n°79

Réf. COTA : 400/GUI/q

METHODES ET OUTILS D'EVALUATION PARTICIPATIVE : MANUEL D'ORIENTATION

Schmitz J.-L., Willot P.
Fondation de France, Paris, 1997, 58 p.
Réf. COTA : 116/SCH/m

PROMOTION DE L'HYGIENE DU MILIEU, UNE STRATEGIE PARTICIPATIVE

Guène O., Touré C.S., Maystre L.Y.
Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, 1999, 192 p.
Réf. COTA : 116/GUE/p

L'INITIATIVE PHAST : PARTICIPATION A LA TRANSFORMATION DE L'HYGIENE ET DE L'ASSAINISSEMENT. UNE NOUVELLE METHODE DE TRAVAIL AVEC LES COMMUNAUTES

OMS, Genève, 1996, 41 p.
Réf. COTA : 821/OMS/i

BOITE A OUTILS D'ANALYSE, DE SUIVI ET D'EVALUATION

Groupe de travail " Auto-analyse, formation et suivi "
GRAD, Bonneville, 1994
Réf. COTA : 116/GRA/b

LES ENQUETES PARTICIPATIVES EN DEBAT : AMBITIONS, PRATIQUES ET ENJEUX

Philippe Lavigne-Delvugne, Nour-Eddine Sellamna et Marilou Mathieu
GRET, Karthala, ICRA, Paris, 2000, 543 p.
Réf. COTA : 113/LAV/e



MARP

PLANIFICATION AVEC DES PASTEURS : MARP ET AU-DELA - UN COMPTE RENDU DE METHODES CENTRE SUR L'AFRIQUE

Waters-Bayer A., Bayer W.
GTZ, Eschborn, 1995, 185 p.
Réf. COTA : 116/GTZ/P

DEVELOPPEMENT DE LA METHODE ACTIVE DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION PARTICIPATIVES (MARP) EN AFRIQUE FRANCOPHONE : EXIGENCE DE QUALITE ET DURABILITE

IN :RELAIS MARP, n° 02, décembre 1994, p.4-8
Consultable au COTA

INTRODUCTION A LA METHODE ACCELEREE DE RECHERCHE PARTICIPATIVE (MARP) : QUELQUES NOTES POUR APPUYER UNE FORMATION PRATIQUE (RRA)

Bara Gueye, Freudemberger K.S.
IIED, Londres, 1991, 70 p.

RENFORCER LES CAPACITES DANS LE DOMAINE DE LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE DES PROGRAMMES DE GESTION DES TERROIRS AU SAHEL : RAPPORT DE L'ATELIER NATIONAL DE FORMATION SUR LA METHODE ACTIVE DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION PARTICIPATIVE (MARP)

Bara Gueye (éd.)
IIED, Londres, 1994
Réf. COTA : 116/GUE/r



PRA / RRA

PROBLEMES LIES A L'UTILISATION DES METHODES PARTICIPATIVES : ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'APPLICATION SUR LE TERRAIN DES PRA/RRA DANS CERTAINS PAYS DE LA SOUS-REGION DE L'AFRIQUE CENTRALE

Michael Boboh Vabi

IN : Arbres, forêts et communautés rurales, n° 15-16, décembre 1998, p.49-55

Consultable au COTA

FORCE FIELD ANALYSIS : APPLICATIONS IN PRA

Kumar S.

IN : PLA Notes, n° 36, octobre 1999, p.17-23

Consultable au COTA

FIELD MANUAL FOR PARTICIPATORY RURAL APPRAISAL (PRA)

Partners for Development, Washington, 1999, 75 p.

Réf. COTA : 171.2/PFD/f

BEYOND THE TOOL KIT : EXPERIENCES WITH INSTITUTIONALISING PARTICIPATORY APPROACHES OF GTZ SUPPORTED PROJECTS IN RURAL AREAS

Forster R., Karkoschka O., Kitz M., Scherler C.

GTZ, Eschborn, 1998, 244 p.

Réf. COTA : 116/GTZ/b

WHAT TOOLS ?, WHICH STEPS ? COMPARING PRA AND PTD

Guijt I., Van Veldhuizen L.

IIED, Londres, 1998, 33 p.

Réf. COTA : 116/GUI/w

PLANNING WITH PASTORALISTS: PRA AND MORE. A REVIEW OF METHODS FOCUSED IN AFRICA

Waters-Bayer A., Bayer W.

GTZ, Eschborn, 1994, 153 p.

Réf. COTA : 116/WAT/p

PARTICIPATORY RURAL APPRAISAL HANDBOOK : CONDUCTING PRA'S IN KENYA

World Resources Institute, Washington, 1990, 190 p.

Réf. COTA : 116/WRI/p

LES METHODES PARTICIPATIVES DE RECHERCHE ET DE PLANIFICATION DANS LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT : DIAGNOSTIC RAPIDE EN MILIEU RURAL - DIAGNOSTIC PARTICIPATIF

Schönhuth M., Kievelitz U.

GTZ, Eschborn, 1994, 140 p.

Réf. COTA : 116/GTZ/m

COMMENT FAIRE UN ATELIER D'INITIATION EN DIAGNOSTIC PARTICIPATIF OU "PARTICIPATORY RURAL APPRAISAL" : MANUEL DE L'ANIMATEUR

PRAAP, Dakar-Fann, 1992, 100 p.

Réf. COTA : 171.2/PRAAP/d

DIAGNOSTIC PARTICIPATIF OU PARTICIPATORY RURAL APPRAISAL : ASTUCES ET AIDE MEMOIRE POUR LES PARTICIPANTS D'UN ATELIER D'INITIATION

PRAAP, Dakar-Fann, 1992, 50 p.

Réf. COTA : 171.2/PRAAP/c

PIPO

LA PLANIFICATION DES INTERVENTIONS PAR OBJECTIFS, UN PARCOURS SEME D'EMBUCHES : OBSERVATIONS A PARTIR D'UNE APPLICATION DE LA METHODE PIPO AU VIET-NAM

Patrice Lamballe

GRET, Paris, 2001, 18 p.

(Coll. Document scientifique, n°24)

Réf. COTA : 116/LAM/p

SI CE N'EST PAS NOUS... UN FILM SUR L'APPROCHE P.I.P.O. (VIDEO)

HaesendonckP.

AGCD-ITECO-South Research-COPIBO,

Bruxelles, 1997

Réf. COTA : 116/ITE/s (VIDEO)

RESEAU INFORMEL D'APPUI A LA REFORMULATION DE LA METHODE PIPO - MESSAGE N° 4

South Research, 1996

Réf. COTA : 116/SOU/r

MANUEL POUR L'APPLICATION DE LA "PLANIFICATION DES INTERVENTIONS PAR OBJECTIFS (PIPO)" A L'AGCD

AGCD, Bruxelles, 1991, 108 p.

Réf. COTA : 116/AGCD/p

CYCLE DU PROJET / CADRE LOGIQUE

MANUEL GESTION DU CYCLE DU PROJET

Commission européenne, 2001, 44 p.

Réf. COTA : 116/COM/c

GESTION DU CYCLE DU PROJET (GCP) ET PLANIFICATION PAR OBJECTIFS (PPO/ZOPP) : GUIDE

GTZ, Eschborn, 1996, 19 p.

Réf. COTA : 116/GTZ/g

GUIDE + MODE D'EMPLOI DU CADRE LOGIQUE POUR LA PLANIFICATION DE PROJETS EN FONCTION DES OBJECTIFS

Coudere H.

UFSIA, Anvers, 1990, 41 p.

Réf. COTA : 116/COU/g

THE LOGICAL FRAMEWORK APPROACH (LFA) - NORAD'S HANDBOOK IN OBJECTIVES ORIENTED PROJECT PLANNING

NORAD, Oslo, 1989, 107 p.

Réf. COTA : 116/NOR/I

APPROCHES PARTICIPATIVES POUR UN CYCLE DES PROJETS ORIENTE VERS L'IMPACT : RENFORCER

L'ORIENTATION DU CYCLE DES PROJETS DU FIDA SUR L'IMPACT

FIDA, Rome, 2001, 33 p.

Réf. COTA : 116/FID/a



SITES INTERNET

WORLD BANK

(<http://www.worldbank.org>)

Site d'information (en anglais) sur la lutte contre la pauvreté, le financement de projets et les méthodes d'analyse. De nombreux articles et dossiers sur le cycle du projet (marp, zopp, pra) sont accessibles via le moteur de recherche intégré.

CENTRE DES NATIONS UNIES POUR LES ETABLISSEMENTS HUMAINS

(<http://www.unchsh.org>)

La mission de UN-HABITAT est de promouvoir le développement d'habitations socialement et environnementalement viables et l'idée

Chronique de livres

d'un foyer adéquat pour tous.
Des documents au format Word sont disponibles concernant les outils de participation et de planification stratégique concertée

CRDI (<http://www.idrc.ca/fr>)

Le Centre de recherches pour le développement international est une société d'État canadienne qui aide les pays du tiers-monde à trouver, par la recherche, des solutions viables à leurs problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Il propose des documents sur la RRA, PRA, les méthodes participatives ainsi que sur les MARP.

FAO (<http://www.fao.org>)

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a été créée en octobre 1945 dans le but d'améliorer l'état nutritionnel, le niveau de vie, la productivité agricole et le sort des populations rurales en général. Des dossiers sur la planification de projets par objectifs, ZOPP, MARP sont consultables en ligne.

GRET (<http://www.gret.org>)

Association à but non lucratif fondée en 1976, le Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret) est un organisme d'appui au développement. Il agit pour le développement économique et social des pays du Sud, en combinant recherche, action et communication. Il intervient en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe. Le site maintient une série de ressources sur les méthodes d'intervention et d'analyse des pratiques préalables à l'intervention.

GTZ (<http://www.gtz.de/english/>)

La GTZ est une compagnie de services appartenant au gouvernement fédéral allemand. Elle a été fondée en 1975 et est sous l'autorité du ministère fédéral de l'économie et du développement. Elle supporte des projets de développement à travers le monde. De nombreux documents sur la planification de projets par objectifs sont disponibles au format pdf.

IISD (<http://www.iisd.org>)

Via le moteur de recherche du site de

l'institut international pour le développement durable, il est possible de télécharger des documents sur la PRA, RRA, PAR au format PDF.
Par ex :
<http://iisd1.iisd.ca/casl/CASLGuide/RapidRuralAppraisal.htm>

ISNAR

(<http://www.isnar.cgiar.org/gender/hambly.htm>)

Le service international pour la recherche agricole nationale, assiste les pays en développement dans l'amélioration des performances de leurs systèmes et organismes de recherches en agriculture nationale. Vous trouverez à cette adresse, un dossier sur le cadre logique et sa mise en pratique à l'aide d'exemples. (en anglais)

AusAid

(<http://www.usaid.gov/ausguide/ausguidelines/1.html>)

Le site du programme d'aide extérieure du gouvernement australien, propose un dossier complet sur le cadre logique au format html et pdf. Toutes les étapes, sont ici reprises et expliquées et une série d'exemples concluent le dossier.

Nouvelles acquisitions

Vous pouvez retrouver la liste complète des nouvelles acquisitions du centre de documentation sur notre site (<http://www.cota.be/cdoc.html>) ou encore la recevoir par courrier électronique (sur demande : catherine.sluse@cota.be).

SAVOIRS ET JEUX D'ACTEURS POUR DES DEVELOPPEMENTS DURABLES

F. Debuyst, P. Defourny et H. Gérard
Academia - Bruylant, Louvain-la-Neuve, 2001, 537 p.

(Coll. Population et développement, n°9)

Réf. COTA : 110/DEB/s

Quel statut scientifique et quelle qualité opérationnelle accorder à la notion de développement durable, présente dans maints discours et mesures politiques, qui émanent de tous les niveaux de pouvoir ?

Cet ouvrage collectif aborde les dimensions écologiques, économique et socioculturelle du développement durable sous un angle peu usuel. En effet, l'approche retenue est centrée



principalement sur les acteurs, qu'il s'agisse des scientifiques, des "développeurs" ou des populations concernées, sur leurs savoirs et leur logique d'action, plutôt que sur les données "objectives" des situations et

des problèmes ou le contenu des politiques.

Les questions posées et débattues se réfèrent à trois champs : le champ de la connaissance, le champ de la gouvernance, le champ des dynamiques sociales et des rapports entre les acteurs

Tous ces jeux d'acteurs, compris dans leur trajectoire et leur substrat historique propre, justifient le titre de l'ouvrage qui opte pour une pluralité des développements.

Diffusion : Bruylant - Academia sa - 29, Grand Place - 1348 Louvain-La-Neuve - Belgique

ENFANTS TRAVAILLEURS, ENFANCES VOLEES

Consortium 6 novembre
Ed. Colophon, Bruxelles, 2001, 148 p.
(Coll. Essais)

Réf. COTA : 132/COL/e

250 millions d'enfants de moins de quatorze ans travaillent dans le monde aujourd'hui et plus de 100 millions sont

torturés dans plus de quatre-vingts pays. Enfants domestiques, enfants travaillant dans l'industrie et les plantations, vivant et travaillant dans la rue, enfants vendus, achetés, transportés et revendus à des fins d'exploitation de leur travail, enfants enrôlés, torturés, exploités sexuellement ; tous sont privés chaque jour de leurs droits essentiels, victimes de la pauvreté, d'une éducation inadaptée et de traditions sociales.

Comment mobiliser tous les secteurs de la société civile afin qu'elle suscite une réaction significative des pouvoirs publics ?

Quelles actions mettre en place pour éradiquer les causes du travail des enfants et offrir des alternatives viables pour les enfants et leurs familles ? Les auteurs de cet essai dressent un état des lieux, proposent des pistes d'action pour que, tant au Nord qu'au Sud, des mesures concrètes soient prises pour mettre un terme à cette forme contemporaine d'esclavage.

Cet ouvrage est produit par le Consortium 6 novembre, dans le cadre de ses actions communes d'information et l'éducation au développement, avec l'appui de la Coopération internationale (DGCI).

Diffusion : Consortium 6 novembre - c/o Colophon asbl - 25, rue Gratès - 1170 Bruxelles
Tél. 02/675 81 56 Fax. 02/675 83 27
Site : <http://www.colophon.be>

TRANSFERT DU SAVOIR AGRICOLE AU CONGO - ZAÏRE : HERITAGE COLONIAL ET RECHERCHE AGRONOMIQUE
Wemo Menge
L'Harmattan, Paris, 2001, 225 p.
(Coll. Etudes africaines)
Réf. COTA : 400.1/MEN/t

Dans le cadre de la colonisation, le schéma de diffusion du savoir agricole s'avère ambigu voire contradictoire. Au Congo belge (ex-Zaïre, aujourd'hui République Démocratique du Congo), le transfert des connaissances a été tributaire des intérêts à la fois des sociétés concessionnaires et du petit colonat blanc.

Tout d'abord le processus d'acquisition des nouvelles connaissances à travers l'expérimentation, la rationalité et la recherche n'a pas été actionné par les autochtones ; l'"Œuvre Civilisatrice" (sic) de la (petite) Belgique au (grand) Congo a été établie comme une domination culturelle des sociétés

traditionnelles, conséquence d'une supposée "supériorité raciale du Blanc". L'interaction entre savoir traditionnel et savoir occidental s'est produite plus tard, en 1933, avec la création de l'Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo belge (INEAC) et l'institution puis la réorganisation des "paysannats" (petits propriétaires porteurs de la "modernité" agricole) se voulant la base d'une exploitation réglée et permanente du sol ; en est sorti un savoir hybride dont la colonisation a pu tirer profit. A partir de cet exemple historique, analysé sur plus de trois générations de paysans congolais, l'ouvrage projette une méthodologie pour le nécessaire changement du protocole de la recherche agricole au Congo indépendant. Une politique et des stratégies nouvelles sont proposées visant à intégrer la science à la vie quotidienne, c'est-à-dire réapproprier le savoir aux autochtones.

Diffusion : L'Harmattan - 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique - F-75005 Paris - France
Site : <http://www.editions-harmattan.fr>

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET LE DEVELOPPEMENT SOCIAL AU SENEGAL : UN ETAT DES LIEUX
Olivier Sagna
UNRISD, Genève, 2001, 61 p.
Réf. COTA : 163/SAG/t

Ceci est le premier compte-rendu publié par le projet de recherche de l'UNRISD consacré aux technologies de l'information et le développement social au Sénégal. Olivier Sagna puise dans un grand nombre de documents, certains publiés, d'autres pas, pour dresser un état des lieux de ce que l'on sait actuellement du rôle changeant de ces nouvelles technologies dans l'économie et la société nationales. Son utilisation de ce que l'on nomme la "littérature grise" - rapports non publiés du gouvernement, documents présentés lors de séminaires et évaluations de la part d'experts indépendants - est particulièrement utile. L'auteur a plusieurs objectifs. L'un d'entre eux consiste à fournir une base en vue de nouvelles recherches, qui doivent s'appuyer sur les connaissances actuelles, avant de les élargir. Ainsi, non seulement il résume les études

disponibles, mais il signale également leurs partis pris et met en relief les lacunes existantes au sein de la littérature. La section finale propose nombre de sujets qui pourraient faire l'objet de recherches futures. Par ailleurs, un objectif plus vaste consiste à améliorer la qualité du débat entourant la politique en matière de technologies de l'information. L'auteur commence par brosser un vaste historique du développement des technologies de l'information et de la communication (TICs) au Sénégal. Olivier Sagna conclut en formulant une série de suggestions pour des recherches approfondies. L'auteur a également le sentiment que l'initiative des "télécentres" mérite d'être prudemment analysée. En outre, les caractéristiques sociales des usagers d'Internet et des téléphones cellulaires devraient être mieux comprises : l'effet sur les jeunes et les femmes des transformations de l'environnement en matière de TICs est particulièrement important, compte tenu de la marginalisation de cette population dans la société sénégalaise. Enfin, il souligne le rôle important des nouveaux types de radiodiffusion dans la démocratisation du Sénégal et propose des études plus orientées sur la politique, relatives aux facteurs qui soutiennent ou entravent la croissance, non seulement de stations FM privées, mais également de radios communautaires.

Diffusion : UNRISD - Palais des Nations - 1211 Genève 10 - Suisse
Tél. (4122) 917 30 20 Fax. (4122) 917 06 50
E-mail : info@unrisd.org Site : <http://www.unrisd.org>

MANUEL DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT
FAO, Rome, 1999, 88 p.
Réf. COTA : 161/FAO/m
Destiné aux animateurs et aux agents de développement, ce module de formation est essentiellement un outil de travail. Centré sur la communication pour le développement, il en explicite les fondements, les principes et les mécanismes. Il donne des repères par rapport aux concepts, éléments de base d'un développement humain durable. Le contenu de ce module a été expérimenté avec les "pédagogues audiovisuels" du Centre de services de production audiovisuelle (CESPA) au cours d'une session de formation tenue à Bamako en août 1997. Il a été

auparavant discuté par plusieurs divisions techniques de la FAO et ensuite finalisé sous la supervision technique du Service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication (SDRE). L'apport des uns et des autres a donc constitué pour ce manuel un enrichissement.

La dimension communication dans les activités de développement paraît fondamentale. Elle facilite la compréhension des acteurs du développement et leur pleine participation. Promouvoir le développement, c'est privilégier la prise de responsabilité des populations, c'est les aider à entretenir un processus d'action et de réaction dans le cadre de la maîtrise et de l'amélioration de leurs conditions de vie. C'est dire qu'il est impossible de gérer le développement au quotidien sans une bonne communication entre les différents acteurs en présence.

Diffusion : FAO - via delle terme di Caracalla - 00100 Rome, Italie

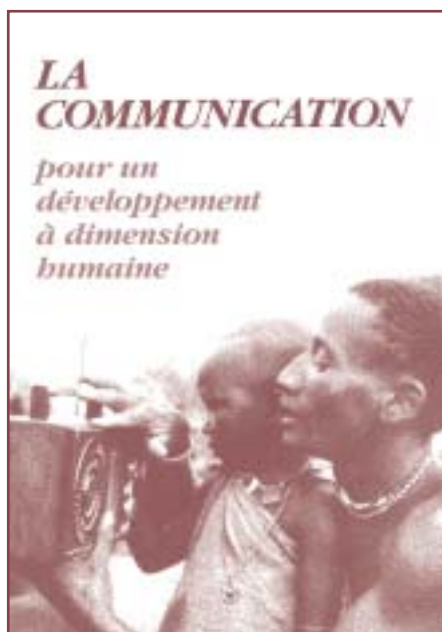
Site :

<http://www.fao.org/catalog/giphomef.htm>

LA COMMUNICATION POUR UN DEVELOPPEMENT A DIMENSION HUMAINE

FAO, Rome, 2000, 36 p.

Réf. COTA: 160/FAO/c



"La participation de la population devient le problème central de notre époque et la communication est l'instrument incontournable de la

participation" (déclaration du PNUD dans son rapport 1993 sur le développement humain).

La communication permet aux planificateurs, dès l'étape de l'identification et de la formulation des programmes de développement, de dialoguer avec la population afin de connaître et de prendre en compte ses besoins, ses attitudes et son savoir. Favoriser la communication, à tous les niveaux, permet à la population d'identifier et de hiérarchiser ses propres problèmes, d'y rechercher des solutions collectives et de renforcer son sentiment d'appartenance à des activités qu'elle a elle-même décidé d'entreprendre.

De plus, le développement implique des changements souvent importants dans les systèmes économiques et les modes de vie.

La communication est également un instrument précieux pour encourager le travail d'équipe, ce qui améliore la conduite des programmes de développement. Elle permet enfin d'obtenir le soutien des décideurs institutionnels et des bailleurs de fonds. Nous vivons à l'ère de la communication et son impact sur le développement commence à se faire sentir. La FAO et d'autres organisations ont fait œuvre de pionniers dans ce domaine, et leur expérience montre que les effets de la communication sur le processus du développement peuvent être considérables.

Cette brochure se propose de développer le concept de communication pour le développement, en l'illustrant par des exemples concrets, et surtout de montrer comment les méthodes et techniques de communication peuvent servir les objectifs du développement et quelles dispositions doivent être adoptées par les décideurs et les planificateurs pour que la communication joue pleinement son rôle.

Diffusion : FAO - via delle terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Site :

<http://www.fao.org/catalog/giphomef.htm>

LA COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL : INSTRUCTIONS ET DIRECTIVES A L'INTENTION DES PLANIFICATEURS DU DEVELOPPEMENT ET DES ELABORATEURS DE PROJETS
SDRE, FAO, Rome, 1998, 19 p.
Réf. COTA : 161/FAO/c

Cette étude a pour objet de donner un aperçu du rôle que joue la communication dans le développement rural. Elle est surtout destinée à fournir une orientation et des directives à ceux qui ont la responsabilité d'identifier et d'élaborer des projets et des programmes de développement agricole et rural.

L'étude porte sur les aspects conceptuels de la communication pour le développement, sur les problèmes qui peuvent être résolus par un programme de communication bien conçu et bien exécuté. Elle contient aussi une liste de rappel pour ceux qui doivent formuler des projets de développement rural. On trouvera dans les annexes des renseignements plus techniques concernant la planification de la communication et les différents médias habituellement utilisés pour le développement rural.

Diffusion : FAO - via delle terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Site :

<http://www.fao.org/catalog/giphomef.htm>

HOMMES ARMES, FEMMES AGUERRIES : RAPPORTS DE GENRE EN SITUATION DE CONFLIT ARME

Fenneke Reysoo (dir)

IUED, Genève, 2001, 250 p.

(Coll. Yvonne Preiswerk)

Réf. COTA: 139/REY/h

Cette année, le thème du colloque est centré sur la problématique des conflits "Hommes armés, femmes aguerries". L'IUED a une grande expérience dans le domaine des "conflits" et surtout des rapports entre les sociétés en conflit et les problèmes de développement, et de la transition difficile qu'il peut y avoir à la fin d'un conflit pour ré-initier une dynamique de développement. L'IUED est depuis très longtemps en Afrique centrale : au Burundi depuis une vingtaine d'années dans des opérations qui à l'origine étaient des opérations de développement et qui sont devenues des opérations de résolution de conflits en quelque sorte. Il y a aussi une longue expérience au Moyen Orient à travers quelques collègues qui sont des spécialistes de la région. L'IUED est fortement impliqué en Amérique du Sud dans la problématique de la recherche d'une solution pacifique au conflit colombien. Forts d'autres expériences dans d'autres régions du monde, on pourrait mentionner le travail fait à Haïti pendant longtemps, au Cambodge, également, etc. Avec les restructurations qui sont en cours, l'IUED espère d'ailleurs pouvoir déboucher sur

une nouvelle organisation des activités de recherche autour de trois ou quatre grands axes majeurs interdisciplinaires. Il est à peu près certain que l'un de ces axes sera centré sur la problématique des conflits, de leur résolution à la reconstruction, puis à la reprise de processus de développement.

Diffusion : IUED - 24, rue Rotschild - case postale 136 - ch - 1211 Genève 21 - Suisse
Tél. +4122 906 59 40 Fax. +4122 906 59 47
E-mail : iued@unige.ch Site : <http://www.iued.unige.ch>

ELLE ET LUI: TEMOIGNAGES D'ICI ET LA-BAS

Marie-Thérèse Ndumba
Entraide et Fraternité, Bruxelles, 2001, 80 p.
Réf. COTA : 118/ENT/e

Sous-titré "Vies et paroles sur les rapports de Genre de partenaires femmes et hommes de Wallonie-Bruxelles, d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique", ce document est un recueil d'expériences et de réflexions de partenaires d'Action Vivre Ensemble et d'Entraide et Fraternité. Ils s'expriment sur les rapports de "genre" dans leur réalité quotidienne : au sein des familles et des organisations de lutte contre l'exclusion, la pauvreté et la violence. Cette recherche-action met en évidence une lente évolution des relations de genre liées à plusieurs facteurs (dont



l'action des mouvements associatifs), même si elle révèle aussi une persistance des mécanismes d'inégalités homme/femme.

Les partenaires ont aussi émis des revendications politiques pour construire une justice sociale plus appropriée aux deux genres. Le mérite est d'avoir considéré les femmes et les hommes du milieu populaire comme des sujets et acteurs en leur demandant de s'exprimer sur un thème aussi complexe.

Diffusion : Entraide et Fraternité - 32, rue du Gouvernement provisoire - 1000 Bruxelles
Tél. 32-2/227 66 80 Fax. 32-2/217 32 59
E-mail : entraide@entraide.be

NEW CHALLENGES OF CRISIS PREVENTION : ADDRESSING ECONOMIC IMBALANCES IN THE NORTH AND BOOM-BUST CYCLES IN THE SOUTH
Jan Joost Teunissen (ed.)
FONDAD, La Haye, 2001, 216 p.
Réf. COTA: 114/TEU/n

Une lecture essentielle pour les personnes intéressées par la prévention de crise et les défis de la gouvernance financière globale. Depuis quelques années, un agenda standard de mesures de prévention de crise a été développé, auquel la plupart des analystes et des politiques adhèrent. Toute fois, les opinions diffèrent lorsqu'il s'agit pour chaque pays - étant donné ces circonstances particulières- de choisir parmi la variété d'options disponibles. Ce livre reflète des discussions actuelles en matière de prévention de crise, mais avant tout, il traite de deux thèmes qui auraient dû être inclus dans l'agenda. Le premier concerne les possibilités pour les pays industrialisés d'adresser les déséquilibres économiques globaux et le second, la manière dont les pays en développement pourraient appliquer une politique anti-cyclique pour contrer les cycles croissance-récession.

Diffusion : FONDAD - Noordeinde 107a - 2514 GE The Hague, The Netherlands
Tél. 31 (70) 346 39 39
E-mail : info@fondad.org Site : <http://www.fondad.org>



Formations

Evénements

Formations, Stages

La Gestion du Cycle de Projets

Dates des formations en français : avril 2-4, juin 4-6, septembre 3-5, novembre 5-7

Formation GCP Avancée, le 18-22 novembre

Information : PCM Group bvba
Process Consultants and Moderators
Rue du Luxembourg 23/6, 1000 Brussels
Tél. : 0032 02 514 36 41 - fax : 0032 02 514 36 42

Mobile : 0032 0475 698 306
E-mail : info@pcm-group.com
Web : http://www.pcm-group.com

16 avril 2002 Elaboration de termes de référence d'une évaluation

Cette journée d'échanges - formation s'adresse aux professionnels de la coopération non-gouvernementale.
Information : F3E - Fonds pour la promotion des études préalables, études transversales et évaluations
32, rue Le Peletier 75009 Paris France
T : 33 (0)1 44 83 03 55
F : 33 (0)1 44 83 03 25
E-mail : f3e@f3e.asso.fr
Web : www.f3e.asso.fr

Architecture de terre: cultures constructives et développement durable

Formation professionnelle 2002
27-31 mai 2002
Enduits et surfaces décorées
Le cours s'adresse à tous les constructeurs en terre : maçons, chefs de chantier, architectes, ingénieurs et techniciens supérieurs
Langue : français
Frais d'inscription : 800 €
3 -21 juin 2002
Habitat économique et développement durable
Langue : français
Frais d'inscription : 2000 €
Pour plus d'information sur les cours ou

pour obtenir une fiche d'inscription, contactez :
CRATerre-EAG/Marina Trappeniers/B.P.
2636/38036 Grenoble Cedex 2/ France
Téléphone: 0033476401439 -
Fax : 0033476227256
E-mail : craterre-eag.formation@grenoble.archi.fr -
http://www.craterre.archi.fr

Du 17 au 28 juin 2002
Suivi et évaluation participatifs des programmes d'eau et d'assainissement
Ouagadougou - Burkina Faso
Du 29 avril au 10 mai 2002
Capitalisation des expériences des projets d'eau et d'assainissement et la dynamique de la phase après-projet
Ouagadougou - Burkina Faso
Pour toute information complémentaire, veuillez nous contacter à l'adresse suivante :
Crepa
03 BP 7112 Ouagadougou 03 - Burkina Faso
Tél. : (226) 36 62 12/11 - Fax : (226) 36 62 08
Email : crepa@fasonet.bf

Ingénierie de développement local

1° Formation Universitaire et professionnelle pour des acteurs de terrain
12 modules autour de 3 thèmes :
Politiques et stratégies de développement
Conception, gestion et évaluation de projets
Méthodes et outils de développement local
2° Analyser des expériences acquérir des savoirs

- Stratégies des acteurs de développement
- Outils de communication, outils de développement
- Gestion de projets de développement
- Problématique de l'action et méthodes d'analyse
- Mondialisation, décentralisation et développement local

- Gestion des conflits
- Diagnostic pour l'action : de la problématique au diagnostic
- 3° Produire des outils expérimenter des méthodes
- Formation d'adultes
- Pratiques du développement local
- Appui à la création d'activités économiques
- Evaluation des actions de développement
- Stages d'application en milieu professionnel
- Synthèse du parcours de formation

CIEDEL - Université Catholique de Lyon
30 Rue Sainte Hélène - 69002 Lyon - Tél : 0033472778750 - Fax : 0033472419988
Email : ciedel@univ-catholyon.fr

Du 1er au 6 juillet 2002

Stage pratique de construction de capteurs solaires

- Formation théorique en énergie solaire
- Construction de capteurs en caisson
- Soudure de cuivre
- Montage d'un chauffe-eau solaire
- Système de régulation
- Visite d'installations

Inscriptions et renseignements : Ateliers de la rue Voot 91, 1200 Woluwe Saint Lambert
Tél : 02 762 48 93
Fax : 02 779 01 05
Email : ateliers.voot@easynet.be

Du dimanche soir 04 août au samedi matin 17 août 2002
Atelier International de Perfectionnement
La Conception d'un Système de Suivi Cameroun
Centre Polyvalent de Formation de Mbo Bafoussam - Cameroun
Directeur Pédagogique : Monsieur Flaubert Djateng
Information : DK International
BP 378 Bafoussam - Cameroun
Tél. : (227) 344 27 43 - Fax : (237) 344 55 40 - GSM : (237) 999 41 09
Email : dk.international@camnet.com

**FORMATIONS QUALIFIANTES EN
SOLIDARITE INTERNATIONALE**

Logisticien de la Solidarité Internationale (LSI) (titre homologué niveau III) Administrateur de la Solidarité Internationale (ASI) (titre en cours de demande d'homologation) Créé en 1983 à l'initiative du Docteur Charles Mérieux, Bioforce est un centre de formation, d'orientation et

d'expertise axé sur la solidarité nationale et internationale. Bioforce forme du personnel qualifié pour intervenir dans des programmes d'urgence, de réhabilitation et de développement au sein d'organisations de solidarité internationale. **Bioforce propose deux formations longues qualifiantes permettant de se préparer aux métiers de Logisticien et d'Administrateur de la Solidarité Internationale.**

- Le Logisticien de la Solidarité

Internationale assure l'approvisionnement, le suivi des équipement techniques, l'encadrement et la gestion du personnel national affecté à la logistique

- L'Administrateur de la Solidarité Internationale assure la gestion financière et administrative d'une mission, ainsi que la gestion du personnel national.

Contact : Isabelle VUAILLE - Tel : (33) 4 72 89 31 42

Evénements**April 2002****4-7 april 2002: Wook Energy Fair "Bois Energie 2002"**

Lons-Le-Saunier (France)
Info: Itebe, Tel: +33 384 4781 00 -Fax: +33 384 4781 19
Internet: <http://www.itebe.org>

8-20 avril**Kapstadt, Afrique du Sud, et Gobabeb, Namibie "Combatting Desertification" :**

International Symposium ; Rural Community Interaction and Workshop
For further information contact the website: des2002-az.blm.gov

Huy - Belgique / 10 - 12 avril 2002**Le 3e Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté à Huy**

Les Nations Unies, via leur programme en faveur du développement (PNUD), ont choisi la Belgique pour accueillir, en 2002, le 3e Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté. Thème abordé

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des femmes en milieu urbain à travers les programmes novateurs de municipalités en matière d'emploi, de formation, de protection sociale et d'accès aux Services Sociaux de bases.

Objectif poursuivi

Contribuer à renforcer les actions entreprises dans chaque pays, au Nord comme au Sud, pour améliorer les conditions de vie et de travail des femmes socialement défavorisées dans les agglomérations urbaines. Les représentants des municipalités sont invités à partager leurs expériences pratiques et à promouvoir durant le Forum des actions de partenariat pour lutter efficacement contre la pauvreté des femmes en milieu urbain. Les initiatives les plus pertinentes feront l'objet d'une large diffusion aux villes de tous les continents, aux gouvernements ainsi qu'aux institutions internationales pour contribuer à leur extension.

Conditions de participation

Toutes les informations relatives aux conditions de participation peuvent être obtenues auprès de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté à Genève. Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté
11-13 chemin des Anémones, CH-1219 Genève
Tel. 41 22 917 85 34 - Fax. 41 22 917 80 05
E-mail: mohand.cherifi@undp.org
Informations

Troisième Forum Mondial de l'Alliance des Villes contre la Pauvreté
Hôtel de Ville, 1 Grand-Place, 4500 Huy

Tél. 32 85 274 436 -
Fax 32 85 274 422
E-mail : forum@huy.be
Site internet : www.huy.be

Antwerp 15-16 April 2002**Globalisation and social development : Perspectives from Asia and Europe**

Info: Prof. Dr. Ludo Cuyvers
Dept. of International Economics - RUCA
Middelheimlaan 1, 2020 Antwerp, Belgium
Fax: 32-3-2180652
E-mail: glosoc@ua.ac.be

15-20 April 2002**Hanover Fair
Hanover (Germany)**

Info: Deutsche Messe AG,
Tél.: +49-511-89-0 - Fax: 0511-8932626
Internet: <http://www.messe.de>

16-19 avril**La Haye, Pays-Bas
International Conference :
Medicinal Plants, Indigenous
Knowledge and Benefit Sharing**

For further information: Drs. Jessica Ertsieck
Email: j.erdtsieck@frw.uva.nl

25-27 April 2002

**Fair Of Renewable Energy & Water Technology
Almeria, Spain**

Simon Carrillo Murcia, Avda. Pedro Muñoz Seca s/n, 04720 Aguadulce Almeria, Spain
Tél: +34 950 34 43 77 - +34 629 53 48 32
Fax: +34 950 34 4 96
Email: scarrillo@camaralmeria.com
Web : www.camaralmeria.com

2-5 May 2002

**Wood Energy Fair "Techni-bois
Energie 2002"
Québec (Canada)**

Info: Gestion TB, Tél.: +1-418-845-8247
Fax: +1-418-845-8516
Internet: www.technibois.com

8-10 may 2002

**International Forum on
Renewable Energies 2002
Tetuan, Morocco**

Pr. Hassan Ezbakhe, Université Abdelmalek Essaadi
Faculté des Sciences, Laboratoire LTEE, Tetouan, Morocco
Tel : +212 61 14 51 86
Fax : +212 39 99 45 00
Email : fier@fst.ac.ma
Web : www.fst.ac.ma/fier

May 13-23 -2002

**Water Institute of Southern
Africa (WISA)
Biennial Conference and
Exhibition, Halfway
House, South Africa**

For details contact: Roelin-M Bakker, Wisa, PO Box 6011, Halfway House 1685, South Africa
Tel: +27 11 805 6368 - Fax: +27 11 315 1258 or
email: conference@wisa.co.za

28-29 May 2002

**All-Energy Opportunities.
Conference and Exhibition.
Aberdeen (Scotland)**

Info: All Energy Opportunities
Judith Patten
Fax: +44-20 8940 6211
E-mail: info@all-energy.co.uk

Juin 2002

**Rome, Italie
Sommet mondial de
l'alimentation de la FAO**

Renseignements : FAO :
Tél : +00390657053625
Fax : +0039065705924

2-7 June 2002

**Dubrovnik Conference on
Sustainable Development of
Energy, Water and
Environnement Systems,
Dubrovnik (Croatia)**

info: <http://www.dubrovnik2002.fsb.hr>

10-14 juin 2002

**Saragosse, Espagne
Séminaire sur la gestion des
risques en agriculture
méditerranéenne: assurances
agricoles**

Renseignements :
Tél : +34 976716000
Fax : +34976716001

17-21 juin 2002

**Nancy, France
4e conférence internationale
sur la gestion de la végétation
forestière**

Renseignements :
Tél. : +33 (0) 1 43 44 89 64
Tél. : +33 (0) 1 43 44 29 19
Email : cduboscq@afpp.net

June 19-21 -2002

**1st International Conference
on Technology. Automation and
Control of Wastewater and
Drinking Water Systems
(TiASWI'02)
Gdansk-Sobieszewo, Poland.**

For further details contact: Maria Lubinska.
Tel: +48 58 347 1270/3472904 - Fax: +48 58 3472487
Email:
tiaswik@ely.pg.gda.pl. Alternatively, visit the conference web site at:
www.ely.pg.gda.pl/tiaswik

2 - 6 July 2002

**1st World Wind Energy
Conference and Exhibition
Berlin, Germany**

Information: WIP
Sylvensteinstr. 2
D-81369 Munich, Germany
Tél: +49 (0) 89 720 1235
Fax: +49 (0) 89 720 1291
Email: wip@wip-munich.de

4-8 July 2002

**World Wind Energy Conference
and Exhibition
Berlin (Germany)**

Info: WWEA
Tél.: +49-541-35060-45
Fax: +49-541-35060-30
Internet: <http://www.wwindea.org>

16-20 July 2002

**Brazil
XIV Congresso Brasileiro de
Apicultura - Combrapi 2002**

Further details form :
www.congressodapicultural.com.br



On nous informe

"ELLE ET LUI, DEUX GENRES POUR FAIRE UN MONDE" CONCOURS GRAPHIQUE

Dans le cadre de leur campagne de sensibilisation aux relations entre les hommes et les femmes dans le développement "Elle et Lui, deux genres pour faire un monde", ENTRAIDE ET FRATERNITÉ/ACTION VIVRE ENSEMBLE organisent un concours de création graphique sur ce thème. Parallèlement, une action cartes postales "Elle et Lui" est lancée pour interpeller les responsables politiques afin qu'ils prennent des mesures en faveur de plus d'égalité entre les hommes et les femmes.

Règlement disponible sur simple demande.

Infos :

Valérie Martin

Chargée de communication

Tél. : 02 / 227 66 80 - Fax : 02 / 217

32 59 - GSM : 0478 733 251

e-mail : valerie.martin@entraide.be

Défis Sud n° 49:

Dossier : Musiques du monde,
reflets du monde ?

Né il y a un peu plus de dix ans, le concept de musique du monde est pour le moins controversé. Représente-t-il une véritable ouverture à d'autres mondes ou un ensemble de rythmes adaptés à la satisfaction d'un besoin d'exotisme occidental ?

Pour certains, les musiques, du monde ne sont que des versions affadies et d'un pillage culturel et la déformation de traditions ancestrales, l'exploitation du Sud par le Nord. Pour d'autres, les musiques du monde sont une occasion de rendre humblement copte de la diversité musicale de notre planète.

Défis Sud a tenté de voir plus clair dans ce débat, en rencontrant des artistes (John Arcadius, Ghalia Ben Ali), en décryptant certaines tendances et en laissant la parole à des professionnels (Pierre Bois, François-Xavier Gomez).

Egalement au sommaire de ce numéro :

- Un conte d'Albakaye Ousmane Kounta
- Un reportage sur la situation des réfugiés soudanais en Erythrée
- Mauritanie : Ouverture difficile, le

contexte politique actuel en Mauritanie

- Cahier photos : "Fanamby", reportage du malgache Pierrot Men

Défis Sud, une publication de l'association SOS Faim

Prix : 125,-Fb - 25FF - 3 Euros

Rue aux Laines, 4 - B-1000 Bruxelles - Belgique

Tél. : 003225112238

Email : d.sud@sosofaim.be

Les autres numéros de *Défis Sud* sont présentés sur le site Internet de SOS Faim : www.sosfaim.be à la rubrique : *Défis Sud*.

Défis Sud n° 50

Dossier

Bolivie : conflits sociaux et recettes libérales



Les conflits sociaux qui ont marqué la Bolivie ces trois dernières années illustrent l'exclusion dont se sentent victimes certaines catégories de la population. Depuis 1985, les priorités de la politique économique se mesuraient à travers des indicateurs macro-économiques. Le slogan "exporter ou mourir" sonnait comme une formule magique.

Des couches entières de la population

sont exclus du marché intérieur. La clé du développement ne serait-elle pas de leur permettre d'accéder à ce marché intérieur pour en faire la base d'intégration dans l'économie globale ? A moins d'en arriver, comme en Argentine, à une autre forme d'exportation : ces fils d'immigrants qui piétinent devant les consulats d'Italie ou d'Espagne dans l'espoir de fuir...

"Emigrer ou mourir" ?

Egalement au sommaire de ce numéro :

- 11 septembre : les réactions en Amérique latine, en Afrique et dans le monde arabe
- Rencontre : Walden Bello à propos de l'OMC
- Afrique : Nostalgie Sabena
- Risque d'embrasement en Afrique australe

Défis Sud, une publication de l'association SOS Faim

Prix : 3 EUR.

Rue aux Laines, 4 - B-1000

BRUXELLES - Belgique - tél. 00 32 2

511 22 38 -

e-mail : d.sud@sosfaim.be

Les autres numéros de *Défis Sud* sont présentés sur le site internet de SOS Faim www.sosfaim.be à la rubrique : *Défis Sud*.

La revue Vivant Univers présente, dans son numéro de novembre-décembre 2001 (n° 456) un dossier sur l'Ouganda. Lorsque Yoweri Museveni prit le pouvoir par les armes, en 1986, l'Ouganda, était un pays détruit, ruiné, ridiculisé aux yeux de l'opinion internationale. En quelques années, le nouveau président réussit à redonner à la "perle de l'Afrique" tout son lustre, en inscrivant à son palmarès six succès impressionnants. D'abord, le rétablissement de la sécurité sur la majeure partie du territoire. Ensuite, la pacification de la scène politique intérieure. Enfin, la relance de l'économie. Autre domaine dans lequel l'Ouganda est cité en exemple : la lutte contre le sida. Pour couronner le tout, des progrès significatifs ont été accomplis en matière de respect des droits humains et les médias jouissent



d'une grande liberté d'expression. Dès lors, les principaux dirigeants et les grands argentiers de la planète ne tarirent plus d'éloges à l'égard de Museveni. Ils se bousculèrent au portillon et fournirent bientôt 54% du budget du pays ! Une situation qui plaça l'Ouganda dans un état de grande dépendance par rapport à l'extérieur. Après un état de grâce qui a duré environ huit ans, quatre importantes fêlures ont peu à peu flétri le modèle, à commencer par l'insécurité qui hypothèque toujours le développement de districts entiers. Ensuite, l'augmentation de la corruption qui gangrène le fonctionnement de l'appareil d'Etat et met en cause l'entourage direct du président. Enfin, le maintien de troupes ougandaises en République démocratique du Congo. Si elle avait séduit plus d'un bailleur, cette "démocratie sans parti", présentée comme une alternative africaine au multipartisme, ne fait plus illusion et les donateurs réclament la transition vers une "démocratie réelle" d'ici aux prochaines élections, en 2006. Le modèle survivra-t-il à ces lézardes ?

Pour information :

Jean-Jacques Neira
Vivant Univers
115, Chaussée de Dinant
BE-5000 Namur
Belgique
Tel: +32 81 22 28 91
Fax: +32 81 24 10 24
email: vivant.univers@skynet.be
Website: http://www.vivant-univers.org

Vient de paraître : Revue Palabras n°9 : "Formation : des portes s'ouvrent"



La formation est un thème central dans notre travail et dans celui de nos partenaires. Elle a fait l'objet d'une rencontre du réseau Palabras, dont les récits présentés dans ce numéro sont en partie le prolongement.

Pour ce numéro de Palabras, la formation prend deux sens différents : d'une part la formation dispensée à des femmes, sujets de formation ; et d'autre part l'égalité entre femmes et hommes comme thème de formation (pour des femmes, pour des hommes, pour des jeunes).

Information :

Hélène Ryckmans et Marcela De la Pena
Le Monde Selon les Femmes
Rue de la Sablonnière 18 à 1000
Bruxelles - Belgique
Tél. : 0032 2 223 05 12 - Fax : 0032 2 223 15 12
Mail : info@mondefemmes.org
Site Web :
http://www.mondefemmes.org

Midis du Sud

Tous les mercredis entre 13h et 14h.
Conférence-débat autour de l'échange et de l'interdépendance Nord-Sud.
Témoignages, Éclaircissements, Événements, Actualité.
Où? Coordination Générale des étudiants étrangers (CGEE), rue Dédale 1 à Louvain-la-Neuve...
Les Midis du Sud sont organisés dans le cadre des activités d'Éducation au Développement du Centre Placet, de l'Association générale des étudiants de Louvain (AGL) et de l'ONG Louvain Développement.

Dossier du Crisp n° 54, Les étrangers en Belgique. Étrangers, immigrés, réfugiés, sans-papiers ?, par Jean-Yves Carlier et Andrea Rea, 44 pages, 6,20 € / 250 BEF.

La Belgique possède une importante population de nationalité ou d'origine étrangère. Cette population est extrêmement diverse, et les termes que l'on emploie pour la désigner ont évolué au fil du temps. Étrangers, immigrés, réfugiés, sans-papiers... : autant de mots qui ne recouvrent qu'une facette de cette réalité complexe, et qui sont souvent utilisés sans grande rigueur. Ce Dossier du Crisp éclaire ces notions et cette réalité en les abordant sous trois angles : l'angle socio-politique ; l'angle juridique ; l'angle des grands enjeux de l'immigration, présents ou à venir.

Pour commander ce titre, visitez notre site http://www.crisp.be/Dernières_Parutions/Index.htm

CRISP

1A place Quetelet
1210 Bruxelles
02/211 01 80
http://www.crisp.be

Courrier hebdomadaire du Crisp n°1721, L'immigration subsaharienne en Belgique, par Bonaventure Kagné et Marco Martiniello, 50 p., 275 BEF / 6,82 EUR.

Si le thème de l'immigration fait régulièrement l'objet de publications et débats, les 'Africains' de Belgique représentent une catégorie de la population immigrée peu ou mal connue. Elle est souvent réduite aux seuls Congolais (certes majoritaires du fait des liens post-coloniaux), mais même l'histoire de l'immigration issue de la colonie ou des territoires sous tutelle demeure un sujet mal connu. Bonaventure Kagné et Marco Martiniello retracent l'histoire de l'immigration africaine depuis 1960 en Belgique, en montrant la grande diversité de la communauté africaine de Belgique. Leur attention s'est portée sur ce que l'on entend par le terme 'africain' et sur les différents statuts juridiques ou administratifs dont relèvent les populations concernées. Dans un deuxième temps, ils étudient la manière dont les ressortissants africains essaient de s'inscrire collectivement dans la société belge à travers leur vie associative. Si les récentes mobilisations sur la question des sans-papiers ont permis à quelques ressortissants africains de jouer un rôle moteur dans le mouvement, l'associationnisme africain reste assez faible du fait de difficultés internes spécifiques, qui risquent de

compromettre son rôle de vecteur de la participation citoyenne.

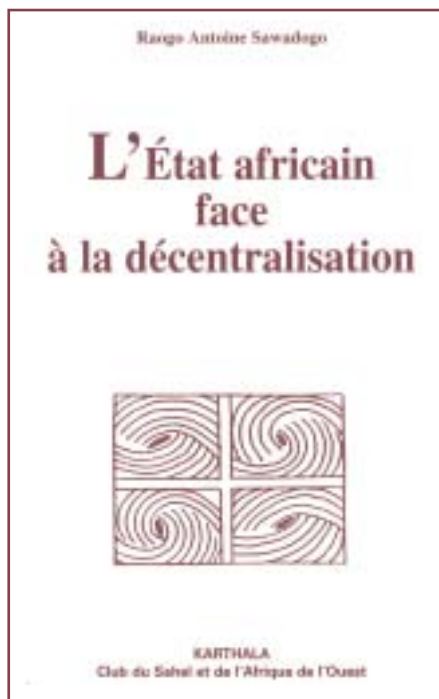
Pour commander ce titre, visitez notre site

http://www.crisp.be/Dernieres_Parutions/Index.htm

Un complément au présent Courrier hebdomadaire est disponible en intégralité sur le site du Crisp <http://www.crisp.be/Documents-ref/index.htm>

A lire :

Raogo Antoine Sawadogo, "L'Etat africain face à la décentralisation. La chaussure sur la tête", Ed. Karthala / Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, Paris, 2001, 273 p.
Pour qu'une affaire locale soit intégrée dans le vécu quotidien des populations,



il faut qu'elle soit socialement acceptable, qu'elle corresponde aux aspirations des populations et qu'elle soit collectivement légitimée. C'est de cette triple exigence que dépendront l'émergence de la fiscalité locale d'une part, et la construction d'une nouvelle citoyenneté d'autre part. La fiscalité locale pourra se baser sur l'existence d'une conscience participative et contributive qui a toujours existé au sein des populations locales.

La collectivité locale est la sphère sociale déterminante dans la construction d'une nouvelle citoyenneté qui serait, dans le fond, une "intersubjectivité" villageoise. Cette construction de la nouvelle citoyenneté passe par une appropriation et une réappropriation d'espaces publics auxquels se réfèrent et s'identifient les populations locales...



Offres d'emploi

Dans le cadre de l'évaluation de son centre de documentation, le COTA recherche un évaluateur...

ayant une double expérience en évaluation et en documentation, ainsi qu'une sensibilité aux relations Nord-Sud. Temps de travail évalué: environs 15 jours. Les termes de références sont disponibles sur simple demande.

Pour toute information : contacter Catherine Sluse, Tél. 02/250.38.37, mail: catherine.sluse@cota.be

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

1) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 649-AGA
DEADLINE FOR APPLICATION: 12 April 2002
Post number: Unidentified
Position Title: ANIMAL HEALTH OFFICER (Infectious Diseases Emergencies)
Level (grade): P-4
CGOG code: 1.H.01.b
Post code: C
Duty station: Rome
Date for entry on duty: As soon as possible

Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years
Organizational Unit: Animal Health Service
Animal Production & Health Division
Agriculture Department

2) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 650-RAP
DEADLINE FOR APPLICATION: 15 April 2002
Post number: 0252603
Position Title: PERSONNEL OFFICER
Level (grade): P-4
CGOG code: 1.A.06
Post code: C
Duty station: Bangkok, THAILAND
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years
Organizational Unit: Regional Office for Asia and the Pacific

3) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 652-AUD*
DEADLINE FOR APPLICATION: 23 April 2002
Post number: Unidentified
Position Title: INTERNAL AUDITOR
Level (grade): P-4
CGOG code: 1.A.21
Post code: C
Duty station: To be assigned **
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term: 3 Years
Organizational Unit: Office of the Inspector-General
Office of Director-General

4) VACANCY ANNOUNCEMENT No.: 643-RNE
DEADLINE FOR APPLICATION: 23 April 2002
Post number: 0126683
Position Title: CHIEF, MANAGEMENT SUPPORT UNIT
Level (grade): P-5
CGOG code: 1.A
Post code: C
Duty station: Cairo, EGYPT
Date for entry on duty: As soon as possible
Duration of assignment Fixed-Term : 3 Years
Organizational Unit: Regional Office for the Near East

APPLICATIONS: (in all cases quote the vacancy announcement number) to: Inspector General : Office of the Inspector-General (AUD) - FAO Via delle Terme di Caracalla 00100 Rome ITALY - Fax No. +39 06 57055561
Staff members: Complete 10 copies of form ADM 75.
Other Candidates: Please complete two copies of Personal History Form or send detailed Curriculum Vitae if form not available.
Applicants will be contacted only if they are short-listed. In this connection please note that the selection process may take up to six months for completion.

Offres d'emploi

GUIDELINES TO APPLICANTS as on previous VA's or available on FAO Internet
Page <http://www.fao.org/VA/guidel-e.htm>

La Fondation Damien, ONG spécialisée dans la lutte contre la lèpre et la tuberculose...

recherche, afin de soutenir le Programme National de Lutte contre la Lèpre et la Tuberculose au Brésil dans le District Fédéral (Lèpre + TBC) et l'Etat de Goias (TBC) : Un(e) Conseiller(e) médical(e) (M/F).

Cette personne assurera les tâches suivantes :

- Analyse de situation, définition des besoins.
- Coordination et suivi technique du soutien de la Fondation Damien au Programme National au niveau d'état (District Fédéral et Goias) en collaboration étroite avec le Ministère de la Santé.
- Formation et suivi du personnel médical et paramédical.
- Supervision et suivi de terrain réguliers.
- Evaluation et analyse des données épidémiologiques.
- Suivi budgétaire, reporting et planning.
- Représentant de la Fondation Damien.
- Explorer les besoins dans d'autres états quand une demande est faite par le Ministère de la Santé.

Profil souhaité :

- Docteur en médecine.
- Diplôme de médecine tropicale.
- Diplôme de santé publique ou expérience équivalente.
- Expérience lèpre et/ou tuberculose.
- Accepte de travailler dans un environnement multi-culturel.
- L'expérience dans une fonction semblable est un atout.
- Connaissance préalable du portugais est un atout.
- Bonnes connaissances outils informatiques (Excel, Word, Epi-info).
- Disponibilité : dès que possible.

Nous offrons :

- Contrat de 2 ans, statut de coopérant-ONG, renouvelable.
- Salaire attractif suivant expérience.

- Avantages extra-légaux (logement, voiture de fonction,...).

Veillez adresser votre curriculum vitae avec lettre de motivation avant le 31/03/2002 à la Fondation Damien, Mme C. Van den Eynde, Blvd Léopold II 263, B-1081 Bruxelles - fax +32/2/422.59.00 - courriel : cathy.vandeneynde@damien-foundation.be Site web : www.fondationdamien.be

Informations et dépôt de candidatures Agence intergouvernementale de la Francophonie

Direction des Ressources Humaines

13, Quai André Citroën

75015 PARIS - France

Prise de fonction : le 15 juin 2002

Téléphone : 01 44.37.33.24 - 01 44 37 71 56

Télécopie : 01 44 37 33 86

APPEL A CANDIDATURES POUR LA CONSTITUTION D'UNE RESERVE DE RECRUTEMENT DE RESPONSABLES DE PROJETS

L'Agence intergouvernementale de la Francophonie constitue, pour sa Direction du Cinéma et des Médias, une réserve de recrutement de Responsables de projets. La Direction du Cinéma et des Médias a compétence pour élaborer, mettre en œuvre et assurer le suivi de la politique de l'Agence en matière d'appui aux Médias francophones (Presse écrite, Radios locales) et de soutien au développement de la production et de la diffusion audiovisuelles des Pays du Sud, en relation avec les institutions, structures partenaires et milieux professionnels. Le Responsable de projets qui sera recruté aura à s'occuper de dossiers ayant trait aux Radios locales, au développement de nouveaux projets d'installation, à la consolidation et à l'animation du réseau des radios existantes, à l'organisation de projets de coproduction entre Radios locales et à la mutation de l'infrastructure technique des radios anciennes.

Intitulé du Poste : Responsable de Projet (Avis CR/DRH, n° 03/2002 du 04 mars 2002)
Lieu d'affectation : Siège (Paris)
Date limite de réception des dossiers : 15 avril 2002.

Régime juridique : Emploi contractuel à recrutement international
Durée de l'engagement : De 1 à 3 ans renouvelable et assortie d'une période d'essai de 6 mois.

SONGES SOUTIEN AUX ONG DE L'EST ET DU SUD, ASBL ... RECHERCHE POUR SON SIÈGE DE BRUXELLES UN GESTIONNAIRE FINANCIER ET ADMINISTRATIF

Objectif général du poste : assurer la gestion efficace de tous les aspects financiers, administratifs et logistiques de l'ASBL et assister de façon pertinente la directrice dans ses fonctions.

Profil : personne motivée par l'objet de l'association et par un travail très varié au sein d'une petite équipe. Dynamique, capable de travailler de façon autonome tout en ayant un esprit d'équipe. Elle est flexible, et possède des qualités pédagogiques. Elle fait preuve de capacités organisationnelle (rigueur), de responsabilité et d'initiative. Disposée à voyager (période d'une semaine).

Compétences requises : études de niveau supérieur appropriées à la fonction (orientation économique ou commerciale), expérience en comptabilité belge et gestion financière des projets dans le secteur de la coopération au développement, informatique : Excel, logiciel comptable POPSY, maîtrise de l'anglais (compréhension et rédaction).

Conditions du poste : 3/4 temps (28 heures), horaire adaptable, prise de fonction : mi-mai 2002.

Veillez adresser votre candidature (lettre d'emotivation manuscrite et CV) au plus tard pour le 15 avril 2002 à ASBL SongES, Claire Kupper

94 rue Dupré, 1090 Bruxelles

Fax : 02 474 75 68

E-mail : songes@msf.be

HORS SERIE N°2

ORGANISER L'EVALUATION D'UNE ACTION DE DEVELOPPEMENT DANS LE SUD. UN GUIDE POUR LES ONG DU NORD

Sandra Descroix et Claire Leloup, COTA.

Cet ouvrage aborde la problématique de l'évaluation d'une action dans le Sud du point de vue des ONG du Nord. Outil de sensibilisation aux concepts et à la diversité de l'évaluation, c'est aussi un guide pratique pour appuyer l'ONG qui souhaite faire évaluer ses actions par un expert indépendant.

Le guide est disponible au COTA au prix de 5 euros

Contact : Sandra Descroix

Tel : 02 218 18 96 - fax : 223 14 95

E-mail : sandra.descroix@cota.be